

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

F. 89 — 452

## COUR D'ARBITRAGE

—  
Arrêt  
—

Numéro du rôle : 62.

Arrêt n° 1/89 du 31 janvier 1989.

*En cause* : Le recours de l'Exécutif régional wallon en annulation de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents E. Gutt et J. Delva,  
des juges J. Sarot, J. Wathelet, M. Melchior, H. Boel et L. De Grève,  
assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,  
présidée par le président E. Gutt,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

1. Par requête du 23 septembre 1987 adressée à la Cour par lettre recommandée déposée à la poste le 24 septembre 1987, l'Exécutif régional wallon demande l'annulation de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, publiée au *Moniteur belge* du 17 avril 1987.

II. *Procédure*

2.1. Par ordonnance du 28 septembre 1987, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1<sup>er</sup>, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi susdite a été publiée au *Moniteur belge* du 9 octobre 1987.

Conformément aux articles 59, § 1<sup>er</sup>, et 113 de la même loi, les notifications du recours ont été faites par lettres recommandées déposées à la poste le 9 octobre 1987 et remises aux destinataires le 13 octobre 1987.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire le 9 novembre 1987.

L'Exécutif flamand a introduit un mémoire le 10 novembre 1987.

En exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1987), ces mémoires ont été notifiés aux personnes et autorités mentionnées à l'article 69 de la loi du 28 juin 1983 par lettres recommandées déposées à la poste le 4 janvier 1988 et remises aux destinataires le 5 janvier 1988.

L'Exécutif flamand a déposé des conclusions le 4 février 1988.

Le Conseil des ministres a fait parvenir des conclusions à la Cour par lettre recommandée déposée à la poste le 12 février 1988 et reçue au greffe le 15 février 1988.

Par ordonnance du 16 février 1988, rendue sur la requête adressée à la Cour par Me V. Thiry, avocat, pour et au nom de l'Exécutif régional wallon, le délai imparti audit Exécutif pour déposer des conclusions a été prorogé jusqu'au 4 mars 1988 inclus.

Cette ordonnance a été notifiée au requérant par lettre recommandée déposée à la poste le 16 février 1988 et remise au destinataire le 17 février 1988.

L'Exécutif régional wallon a fait parvenir des conclusions à la Cour par lettre recommandée déposée à la poste le 3 mars 1988 et reçue au greffe le 4 mars 1988.

Ces conclusions ont été notifiées conformément à l'article 3, d, de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 par lettres recommandées déposées à la poste le 10 mars 1988 et remises aux destinataires le 11 mars 1988.

Par ordonnance du 21 juin 1988, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 15 septembre 1988. Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées déposées à la poste le 22 juin 1988 et remises aux destinataires le 23 juin 1988.

Par ordonnances des 10 mars 1988 et 15 septembre 1988, la Cour a prorogé le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu, respectivement jusqu'au 24 septembre 1988 et jusqu'au 24 mars 1989.

A l'audience du 15 septembre 1988,

— ont comparu :

Me V. thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, rue de Fer 42, 5000 Namur; Mes M. Mathieu et J.M. Van Der Mersch, avocats du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles; Me P. Van Orshoven, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif flamand, rue Joseph II 30, 1040 Bruxelles;

— les juges M. Melchior et L. De Grève ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

2.2. Postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la procédure est restée régie par la loi du 28 juin 1983 en vertu de l'article 124 de la loi spéciale précitée.

III. *En droit*

En ce qui concerne la loi entreprise

3. La loi entreprise a été votée par le Sénat et par la Chambre des représentants, respectivement le 29 janvier 1987 et le 26 février 1987. Elle a été sanctionnée et promulguée par le Roi, le 24 mars 1987, et a été publiée au *Moniteur belge*, le 17 avril 1987 (errata, *Moniteur belge* du 23 juin 1987).

#### 4. La loi comporte trente-deux articles regroupés en sept chapitres.

Le chapitre I<sup>er</sup> contient des dispositions générales. L'objectif poursuivi par la loi — « lutter contre les maladies des animaux, dans le but de promouvoir la santé publique et la prospérité économique des détenteurs d'animaux » — se trouve exposé à l'article 2, après que diverses définitions aient été données, pour l'application de la loi, à l'article 1<sup>er</sup>.

Le chapitre II — articles 3 à 5 — concerne les associations et fédérations de lutte contre les maladies des animaux. Agréées par le ministre de l'agriculture qui exerce en outre différentes mesures de surveillance sur leurs organes de direction, les associations et fédérations collaborent, dans la réalisation de leur objet, avec le service vétérinaire du ministère de l'agriculture.

Le chapitre III — articles 6 à 9 — traite des mesures particulières tendant à prévenir certaines maladies des animaux et lutter contre elles.

L'article 6 dispose, en son paragraphe 1<sup>er</sup>, que seules les maladies désignées par le Roi sont soumises aux dispositions de ce chapitre et autorise, en son paragraphe 2, le service vétérinaire du ministère de l'agriculture à prendre, en cas de danger imminent de contamination par une maladie contagieuse non déterminée par le Roi, des mesures produisant effet pendant trente jours au maximum.

L'article 7 permet au Roi d'obliger tant le responsable d'un animal que les vétérinaires de déclarer toute apparition ou tout symptôme d'apparition de maladies des animaux. Il dispose également que le Roi peut imposer au responsable de l'animal l'intervention d'un vétérinaire qui sera chargé de l'exécution des décisions prises par le service vétérinaire.

Les articles 8 et 9 énumèrent les autres mesures que le Roi peut prendre au titre de mesures particulières tendant à prévenir certaines maladies des animaux et à lutter contre elles. Lesdits articles sont libellés comme suit :

##### « Art. 8. Le Roi peut :

1<sup>o</sup> prendre toute mesure ayant pour but de lutter contre les maladies des animaux, de les éradiquer, ainsi que d'empêcher leur propagation, leur introduction dans le pays et leur sortie du pays;

2<sup>o</sup> interdire toutes ou certaines méthodes de lutte contre des maladies des animaux autres que celles qu'il fixe;

3<sup>o</sup> prescrire l'abattage ou la mise à mort d'un animal atteint ou contaminé d'une maladie des animaux, ou suspect d'en être atteint ou contaminé, dans le délai qu'il fixe et dans le lieu qu'il désigne, et déterminer également la destination des cadavres ou carcasses de ces animaux ou parties de ceux-ci;

4<sup>o</sup> prescrire la démolition ou la destruction, par les moyens et de la manière qu'il désigne, de bâtiments, véhicules, produits végétaux ou animaux, matières premières pour l'agriculture et l'élevage et de tous autres biens lorsque ceux-ci sont contaminés ou suspects d'être contaminés.

Il détermine dans quelle mesure et sous quelles conditions une indemnité peut être accordée en cas d'application des mesures visées aux 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>.

##### Art. 9. Le Roi peut :

1<sup>o</sup> prescrire la mise en observation, l'isolement, la séquestration ou la mise en quarantaine d'animaux atteints ou contaminés par une maladie des animaux ou suspects d'en être atteints ou contaminés, et mettre le coût de ces mesures à charge du responsable;

2<sup>o</sup> prescrire à charge du responsable le nettoyage et la désinfection de bâtiments, d'ustensiles, de moyens de transport et de tous biens qui sont porteurs ou peuvent être porteurs de maladies ou de contagions et imposer à cet effet les produits et leur mode d'emploi;

3<sup>o</sup> interdire ou réglementer le rassemblement, la circulation et le transport d'animaux;

4<sup>o</sup> interdire ou réglementer la circulation de personnes et de biens dans une zone déterminée;

5<sup>o</sup> déterminer le mode et les conditions de prélèvement d'échantillons, déterminer les méthodes d'analyse et fixer le tarif des analyses et les conditions d'agrément de laboratoires. Il peut réserver l'exécution de certaines analyses aux seuls laboratoires qu'il désigne;

6<sup>o</sup> interdire la possession, la mise dans le commerce, la vente, l'achat, l'échange, la cession à titre gratuit ou onéreux et le transport soit d'un animal auquel un traitement interdit a été appliqué soit d'un animal auquel un traitement désigné n'a pas été appliqué ou a été appliqué d'une manière différente de celle prescrite. »

Le chapitre IV — articles 10 à 19 — traite des mesures générales tendant à prévenir les maladies des animaux et à lutter contre elles.

L'article 10 interdit l'accès des animaux domestiques aux champs d'épandage de boues et d'immondices.

L'article 11 habilite le Roi à interdire l'enfouissement de cadavres, de carcasses ou parties de celles-ci des animaux qu'il désigne et à déterminer les conditions auxquelles doivent satisfaire les cimetières et crématoires pour l'enfouissement et la destruction des cadavres de certaines espèces d'animaux.

L'article 12 permet au Roi de fixer les conditions de la collecte, du transport, du traitement et de l'utilisation auxquelles des produits animaux et végétaux, qui ne sont pas impropres ou qui ne sont pas déclarés impropres à la consommation humaine, doivent satisfaire pour servir à l'alimentation des animaux. Le Roi peut subordonner les activités des personnes effectuant ces opérations à un agrément préalable.

L'article 13 autorise le Roi, sans préjudice des dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, à prescrire les conditions sanitaires de fabrication, de l'importation, de l'exportation, du transit, de la préparation, de la vente, de la détention et du transport de la matière à traiter, laquelle se trouve définie à l'article 1<sup>er</sup> comme étant les produits animaux autres que la matière à détruire non destinés à la consommation humaine. En vue de leur agrément par le ministre, le Roi peut fixer les conditions auxquelles les entreprises de fabrication, de transformation ou de préparation de la matière à traiter doivent satisfaire.

L'article 14, en son paragraphe 1<sup>er</sup>, attribue au Roi la détermination des conditions de ramassage, de transport, d'importation, d'exportation et de traitement de la matière à détruire, celle-ci étant, selon l'article 1<sup>er</sup>, les cadavres d'animaux et les produits animaux qui sont impropres ou qui sont déclarés impropres à la consommation humaine par décision de l'autorité. Le paragraphe 2 de l'article 14 dispose que la matière à détruire est uniquement ramassée, transportée, importée et traitée par les usines de destruction, dont la fixation des conditions d'agrément appartient au Roi en vertu des paragraphes 3 et 5 de ce même article. En outre, le paragraphe 3 donne compétence au Roi pour arrêter les conditions de commercialisation et de destination des produits obtenus par le traitement de la matière à détruire. Enfin, le paragraphe 4 prévoit que les usines de destruction sont des entreprises d'utilité publique et qu'elles peuvent être réquisitionnées.

En vue de la lutte contre les maladies des animaux, l'article 15 permet au Roi, sans préjudice des dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, 1<sup>o</sup> de fixer les conditions auxquelles doivent satisfaire les animaux, les produits animaux, les végétaux et les

substrats pour être mis dans le commerce, acquis, offerts en vente, exposés, détenus, transportés, vendus, cédés à titre gratuit ou onéreux, importés, exportés ou traités en transit; 2° d'interdire et de réglementer l'importation, l'exportation ou le transit d'animaux, de végétaux et de substrats; 3° de subordonner les activités des personnes effectuant des opérations indiquées sous 1° à un agrément préalable et 4° de fixer les conditions auxquelles sont subordonnées l'obtention et la conservation de cet agrément.

L'article 16 dispose, en son alinéa 1<sup>er</sup>, que le Roi peut fixer les conditions auxquelles doivent répondre les locaux et les espaces en plein air où ont lieu des rassemblements d'animaux pour des expositions, marchés, foires, concours, expertises, manifestations sportives et ventes et il prévoit, en son alinéa 2, que le Roi peut fixer les conditions auxquelles doivent répondre les institutions et exploitations spécialisées dans les secteurs de l'insémination artificielle ou du transport d'embryons.

L'article 17 habilite le Roi à fixer les règlements pour l'enregistrement, pour le marquage et pour l'identification des animaux et des cheptels et à déterminer les conditions auxquelles les pièces d'identification doivent satisfaire pour être agréées ainsi que les conditions de leur distribution, de leur enregistrement et de leur emploi.

L'article 18 permet au Roi de déterminer les documents, signes et autres indications établissant ou attestant que les conditions fixées par la loi et ses arrêtés d'application sont réunies.

L'article 19 charge en particulier le service vétérinaire du ministère de l'agriculture de tout examen sanitaire des animaux et produits d'animaux destinés à l'exportation, à l'importation et au transit ainsi que de la délivrance des documents ayant trait à ces examens. Ledit service peut prendre toutes les mesures utiles à cette fin.

Le chapitre V — articles 20 à 22 — traite de la recherche et de la poursuite des infractions à la loi et à ses arrêtés d'exécution.

Le chapitre VI — articles 23 à 28 — concerne les sanctions pénales et administratives.

Le chapitre VII — articles 29 à 32 — contient des dispositions diverses.

L'article 29 autorise le Roi à déléguer au ministre qui a l'agriculture dans ses attributions, l'exercice des pouvoirs prévus par les autres dispositions de la loi.

L'article 30 dispose que les attestations et les certificats visés par la loi peuvent, lorsqu'ils sont destinés à usage international, être dressés en plusieurs langues.

L'article 31 permet de sanctionner les manquements aux règlements de la Communauté économique européenne relatifs aux matières couvertes par la loi et, dans le cadre de ces matières, de prendre, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, toutes mesures nécessaires à l'exécution des obligations imposées par la Communauté économique européenne.

L'article 32 contient, en ses paragraphes 1<sup>er</sup>, 3 et 4, des dispositions abrogatoires, modificatives et transitoires et institue, en son paragraphe 2, un « Fonds de la santé et de la production des animaux », qui a pour but d'intervenir dans le financement des indemnités, des subventions et autres prestations en ce qui concerne la lutte contre les maladies des animaux et l'amélioration de l'hygiène, de la santé et de la qualité des animaux et des produits animaux.

En ce qui concerne les parties

5. Les parties au litige sont l'Exécutif régional wallon, qui a introduit la requête et a déposé des conclusions, le Conseil des ministres et l'Exécutif flamand, qui ont tous deux introduit un mémoire et ont déposé des conclusions.

En ce qui concerne l'objet du recours et la saisine de la Cour

6.B.1. Pour l'examen des articles attaqués, il n'y a pas lieu de faire application des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1988 mais de celles de la loi spéciale du 8 août 1980 qui étaient en vigueur au moment où les dispositions attaquées ont été prises.

6.B.2. Le dispositif de la requête vise l'annulation de la loi du 24 mars 1987 dans son ensemble. Toutefois, le requérant n'expose pas en quoi les dispositions de cette loi, autres que celles des articles 7 à 17 et 32, § 2, auraient transgressé les règles déterminant les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

6.B.3. Les développements des différents moyens font apparaître que le recours est exclusivement dirigé contre les articles 7 à 17 et 32, § 2. La Cour, devant déterminer l'étendue de la demande à partir du contenu de la requête, constate que celle-ci se limite à postuler l'annulation des articles 7 à 17 et 32, § 2, de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

De ce que seul le contenu de la requête détermine l'objet du recours, il résulte qu'est et doit rester étrangère au débat toute demande d'annulation non formulée par la partie requérante. Cette règle ne fait pas obstacle à ce que la Cour accueille, après débat contradictoire, de nouveaux moyens dirigés contre les articles attaqués par la partie requérante, même si ces moyens reproduisent ceux de la requête mais visent des dispositions attaquées par le requérant dans d'autres moyens. La Cour peut de même annuler des dispositions non attaquées par le requérant mais indissociablement liées à celles-ci.

Les demandes d'annulation formulées par l'Exécutif flamand à l'occasion de la discussion des différents moyens et relatives aux articles 7 à 17 et 32, § 2, de la loi du 24 mars 1987 coïncident avec l'objet du recours; les demandes d'annulation formulées par ce même Exécutif et visant d'autres dispositions de la loi précitée doivent être écartées du débat.

En ce qui concerne les moyens

7. L'Exécutif régional wallon invoque cinq moyens.

Premier moyen

8.A.1. Le premier moyen est pris de la violation de l'article 107 *quater* de la Constitution et de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

en ce que de nombreuses dispositions de la loi entreprises, et notamment les articles 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16 et 17, édictent ou évoquent des mesures destinées aux espèces animales ou aux espèces végétales, ces mesures n'étant pas limitées quant à leur objet ou quant à leur champ d'application territorial;

alors que l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale a transféré aux Régions la compétence de régler, sur leurs territoires respectifs, la protection des espèces végétales, des espèces animales et de leurs dépouilles, sous la seule réserve des mesures ayant trait à l'importation, à l'exportation et au transit des espèces végétales non indigènes, ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles.

8.A.2. Le Conseil des ministres fait valoir que les compétences attribuées aux Communautés et aux Régions seraient exprimées en termes d'objectifs et qu'elles ne pourraient être mises en œuvre que pour réaliser ceux-ci. Les objectifs non attribués aux Communautés et aux Régions continueraient de relever de la compétence du législateur national, au titre de son pouvoir résiduaire

Dans la réalisation des objectifs qui demeurent de sa compétence, le législateur national serait seul habilité à prendre toutes les mesures qui s'imposent, celles-ci pouvant porter, le cas échéant, sur les matières qui ont été, quant à leur objet, transférées aux Communautés et aux Régions. A l'appui de cette affirmation, le Conseil des ministres cite notamment un arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat du 4 avril 1986, selon lequel

« l'autorité nationale a le pouvoir de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exercice des compétences qui lui appartiennent; (...) sous peine d'entraver l'autorité nationale dans la sphère de ses compétences propres, il faut admettre qu'elle peut prendre, même dans des matières que la Constitution et la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ont attribuées à la compétence des Régions, toutes les mesures qui sont indispensables à l'exercice desdites compétences (nationales) ».

Tels sont, selon le Conseil des ministres, les principes. En conformité de ceux-ci, il conviendrait, dans la présente affaire, de confronter les objectifs attribués aux Régions, d'une part, et les dispositions attaquées de la loi du 24 mars 1987, considérées en fonction de leurs objectifs, d'autre part.

L'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale attribuerait à la compétence de la Région un objectif de protection et de conservation de la nature, à la réalisation duquel la loi du 24 mars 1987 resterait étrangère. La finalité de la loi querellée consisterait uniquement en la promotion de la santé publique et en la prospérité économique des détenteurs d'animaux, objectifs dont on ne saurait contester qu'ils relèvent de la sphère de compétence du législateur national.

Le Conseil des ministres fait observer qu'en vue d'atteindre ces deux objectifs, il serait apparu indispensable au législateur national de prévoir des dispositions concernant tous les animaux, tant domestiques que sauvages, eu égard à la circonstance qu'une lutte efficace contre la contamination éventuelle des animaux domestiques et, le cas échéant, contre la contamination de l'homme, exigerait, au nom de la santé publique ou de la prospérité économique, de prendre ou d'habiliter le Roi à prendre des mesures concernant tous les animaux.

Selon le Conseil des ministres, le premier moyen serait non fondé, les dispositions de la loi attaquée respectant les objectifs respectifs de l'Etat et des Régions.

8.A.3.1. Pour l'Exécutif flamand, le raisonnement du Conseil des ministres, d'une part, s'appuyerait sur une affirmation, selon laquelle la santé publique serait une compétence nationale exclusive, et, d'autre part, s'articulerait autour d'une théorie, qui autoriserait chaque législateur à poursuivre la réalisation des objectifs qui lui appartiennent par-delà la répartition des compétences matérielles opérée en 1980.

L'Exécutif flamand déclare ne pouvoir ni accepter l'affirmation ni partager la théorie proposée, du moins telle que cette dernière se trouve exposée par le Conseil des ministres.

8.A.3.2. A l'estime de l'Exécutif flamand, la compétence en matière de santé publique ne serait pas demeurée une compétence nationale exclusive.

Il soutient qu'il ne saurait être contesté que l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, et IV, de la loi spéciale aurait confié au pouvoir législatif exclusif de la Région « la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes » et « la police des habitations qui constituent un danger pour la propreté et la salubrité publiques ».

A côté de cette reconnaissance, dans le texte même de la loi spéciale, d'une compétence régionale en matière de santé publique, de très nombreuses autres compétences des Régions que le législateur spécial aurait manifestement formulées en vue de la réalisation d'« objectifs » tels que l'aménagement du territoire, l'environnement, la conservation de la nature ou la politique de l'eau, profiteraient aussi, intégralement ou partiellement, à la santé publique. Il en serait ainsi notamment de l'enlèvement et du traitement des déchets, de la protection et de la conservation de la nature, des zones d'espaces verts, des forêts, de l'épuration des eaux usées et de l'égouttage, matières qui ne pourraient être réglementées sans tenir compte des exigences posées par la santé publique.

Le point de départ du raisonnement du Conseil des ministres reposerait donc, selon l'Exécutif flamand, sur une inexactitude.

8.A.3.3. En ce qui concerne la réalisation des objectifs du législateur national, l'Exécutif flamand est d'avis qu'il faudrait admettre que ce législateur pourrait, lui aussi, recourir aux pouvoirs implicites et même, au besoin, à la règle que l'article 10 de la loi spéciale prévoit à l'égard des Communautés et des Régions.

A cette occasion, le législateur national ne pourrait, tout comme les législateurs communautaires et régionaux, dépasser les limites du raisonnable. En l'espèce, les législateurs régionaux se trouveraient dans l'impossibilité d'encore donner, sans entrer en conflit avec les règles portées par la loi entreprise ou avec les règles qui seront édictées par le Roi, un contenu réel à la politique de protection et de conservation de la nature qui leur aurait été attribuée à titre exclusif.

Il s'ensuit, selon l'Exécutif flamand, que le législateur national, pour promouvoir la santé publique et la prospérité économique des détenteurs d'animaux, aurait violé, à tout le moins, le principe de proportionnalité.

8.A.3.4. Pour ces raisons, l'Exécutif flamand demande à la Cour d'annuler, pour cause de violation de la règle répartitrice visée au moyen, les articles 4, 6 à 9 et 10 à 19 de la loi entreprise.

8.A.4.1. Dans ses conclusions, l'Exécutif régional wallon soutient que l'intitulé « III. En ce qui concerne la rénovation rurale et la conservation de la nature » sous lequel est énoncée, à l'article 6 de la loi spéciale, la compétence de la Région en matière de protection et de conservation de la nature, ne pourrait être interprété comme un objectif auquel les Régions devraient nécessairement tendre dans l'exercice de cette compétence.

A cet égard, l'Exécutif régional wallon fait observer que cette compétence était reprise sous un autre intitulé dans le projet de loi spéciale, la structure actuelle de l'article 6, résultant d'un amendement adopté par la commission de la révision de la Constitution et des réformes institutionnelles du Sénat. Il rappelle qu'à l'occasion de l'adoption de cet amendement, le ministre des réformes institutionnelles (F) s'était proposé « de faire procéder à un travail de vérification des textes afin de s'assurer que l'amendement ne (touchait) pas fond des propositions contenues dans le projet » et qu'ultérieurement, le même ministre avait fait part à la commission de ce les « compétences des Régions telles qu'elles ont été déterminées dans l'article adopté ne sont en rien modifiées par les intitulés au début de l'énumération des matières ». Il cite, enfin, une déclaration du ministre des réformes institutionnelles (F) faite en commission de la révision de la Constitution et des réformes institutionnelles de la Chambre des représentants, selon laquelle « ce ne sont pas les mentions après les chiffres romains (...), mais bien celles après les chiffres arabes (...) qui sont déterminantes pour une interprétation correcte de l'article 6 ».

8.A.4.2. L'Exécutif régional wallon ajoute qu'il serait excessif de prétendre que les compétences régionales sont limitées à la fois en termes de matières et en termes d'objectifs à poursuivre.

Une telle conception n'aurait pas été celle du législateur spécial, ainsi qu'il a déjà été exposé; elle ne pourrait pas davantage se fonder sur la Constitution qui, en ses articles 26 bis et 107 quater, n'envisage les compétences régionales qu'en termes de matières.

8.A.4.3. En ce qui concerne l'article 10 de la loi spéciale, l'Exécutif régional wallon fait valoir que cette disposition ne pourrait autoriser les Communautés et les Régions à empiéter sur les compétences que la Constitution a réservées à la loi. Il ne serait dès lors pas certain que le pouvoir national pourrait se prévaloir de l'article 10 pour empiéter sur les compétences des Communautés et des Régions qui sont toutes d'attribution.

Très subsidiairement, l'Exécutif régional wallon pourrait admettre que le législateur national ait recours à l'article 10 de la loi spéciale. Les conditions mises par cet article ne seraient, en tout cas, pas réunies en l'espèce.

8.A.5. Dans ses conclusions, le Conseil des ministres répond à l'argumentation développée relativement à la répartition des compétences en matière de santé publique et au principe de proportionnalité.

Le Conseil des ministres convient que certains aspects de la santé publique aient été attribués à la compétence des Communautés et des Régions. Il fait cependant observer que la santé publique et la prospérité économique, en ce qu'elles sont, comme en l'espèce, relatives à une matière agricole, ne releveraient en aucune matière de la compétence des Régions.

En ce qui concerne l'argumentation de l'Exécutif flamand tirée de la méconnaissance du principe de proportionnalité, le concluant fait remarquer que, pour rencontrer les objectifs formulés par l'article 2 de la loi entreprise, il serait indispensable et a fortiori non disproportionné de prendre des dispositions concernant tant les animaux agricoles domestiques que les animaux sauvages.

Pour le Conseil des ministres, toutes les dispositions de la loi attaquée respecteraient scrupuleusement le cadre défini par les objectifs de cette loi.

8.B.1. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 attribue à la compétence de la Région « la protection et la conservation de la nature, à l'exception de l'importation, de l'exportation et du transit des espèces végétales non indigènes, ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles ».

Les travaux préparatoires de cette disposition montrent que la compétence ainsi transférée à la Région porte principalement sur les matières jusque là couvertes par la loi du 12 août 1911 pour la beauté des paysages et sur celles alors réglées par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à l'exception toutefois de la matière réglée par l'article 5 de cette loi.

La conservation de la nature tend, comme la loi du 12 juillet 1973 susmentionnée le précisait déjà en son article 1<sup>er</sup>, à sauvegarder le caractère, la diversité et l'intégrité de l'environnement naturel par des mesures de protection de la flore et de la faune, de leurs communautés et de leurs habitats, ainsi que du sol, du sous-sol, des eaux et de l'air.

8.B.2. La protection et la conservation de la nature autorisent le législateur qui a cette matière dans ses attributions, à prendre, à l'exclusion de tout autre, des mesures de lutte contre les maladies des animaux vivant à l'état sauvage. La circonstance que ces maladies peuvent se transmettre au cheptel, n'enlève pas aux dites mesures leur caractère de mesures de protection et de conservation de la faune, tout comme une mesure de lutte contre les maladies des animaux domestiques ne devient pas une mesure de protection et de conservation de la nature du seul fait qu'elle peut profiter aussi directement ou indirectement aux animaux vivant à l'état sauvage.

8.B.3. En ce qui concerne l'économie de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, la Cour constate que cette loi a pour objet la lutte contre les maladies des animaux, afin de préserver la santé publique, d'une part, et de promouvoir la prospérité économique des détenteurs d'animaux, d'autre part (article 2 de la loi).

La matière traitée s'inscrit dans le cadre de la politique agricole et dans celui de la santé publique. Aucun de ces deux secteurs n'a été soustrait en tant que tel, lors de la mise en œuvre des articles 59 bis et 107 quater de la Constitution, à la compétence du législateur national, même si les Communautés se sont vu attribuer certaines compétences qui ressortissent directement ou indirectement au domaine de la santé publique ou de l'agriculture.

C'est ainsi que les Communautés ont été déclarées compétentes, dans le cadre de la politique de santé, pour certains aspects de la dispensation de soins, de l'éducation sanitaire et de la médecine préventive (article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale). On peut également dire que la santé publique constitue l'une des finalités des trois matières attribuées aux Régions dans le cadre de l'environnement (article 6, § 1<sup>er</sup>, II, de la loi spéciale).

Quant à la politique agricole, il faut constater qu'elle n'est pas davantage demeurée dans tous ses aspects un domaine réservé au niveau national. Certaines compétences des Régions en matière d'aménagement du territoire (article 6, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale), d'environnement (idem II), de rénovation rurale et de conservation de la nature (idem III), et même en matière de politique économique (idem VI), peuvent avoir, directement ou indirectement, des conséquences pour les exploitations agricoles et la politique agricole.

Etant donné que la « santé publique », en vue de laquelle les maladies des animaux sont combattues, et « l'agriculture », dans le cadre de laquelle la prospérité économique des détenteurs d'animaux est poursuivie, n'ont pas été transférées en tant que telles aux Communautés ou Régions par la voie de dispositions expresses, elles continuent de relever du législateur national, au titre de sa compétence résiduaire, pour tous ceux de leurs aspects qui n'ont pas été confiés explicitement à la compétence des Communautés et des Régions.

En réglant ces matières, le législateur national reste donc en principe dans les limites de sa compétence.

La constatation que la loi incriminée a pour objet premier la lutte contre les maladies des animaux domestiques ou la prévention de ces maladies — constatation à laquelle mènent à la fois l'économie générale de la loi et l'inapplicabilité de nombreuses dispositions de celle-ci aux animaux vivant à l'état sauvage — n'est pas éternelle par la définition large que l'article 1<sup>er</sup> donne du terme « animaux ».

8.B.4. La thèse du Conseil des ministres selon laquelle les compétences des Communautés et des Régions seraient exprimées en termes d'objectifs, est sans fondement. L'article 107 quater de la Constitution indique clairement que les compétences régionales sont en principe définies en termes de matières. Aucune disposition de la Constitution ou de la loi spéciale ne confirme l'ensemble des compétences communautaires et régionales dans la poursuite d'objectifs délimités par ceux que l'on peut reconnaître à l'autorité nationale. D'autre part, la thèse développée ne pourrait qu'être impraticable, l'objectif d'une norme ne permettant pas, par lui-même, de déterminer si celle-ci entre dans la sphère de compétence du législateur dont elle émane.

#### L'article 7

8.B.5.1. L'article 7, § 1<sup>er</sup>, habilite le Roi à imposer aux responsables des animaux et aux vétérinaires de déclarer toute apparition ou tout symptôme d'apparition de maladies des animaux, quel que soit l'animal atteint ou suspect d'être atteint. Ces déclarations doivent informer l'autorité nationale de l'état sanitaire du pays, ce qui lui permettra de prendre, le cas échéant, les mesures adéquates pour préserver la santé de l'homme et celle des animaux domestiques. En imposant une telle obligation, l'autorité nationale n'arrête aucune mesure de lutte contre les maladies des animaux vivant à l'état sauvage ou de prévention de ces maladies.

L'article 7, § 1<sup>er</sup>, ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

8.B.5.2. L'article 7, §§ 2 et 3, qui autorise le Roi à imposer au responsable l'intervention d'un vétérinaire pour l'exécution de la loi et des décisions prises par le service vétérinaire indique, eu égard à sa rédaction et à la définition donnée par la loi du terme « responsable », qu'il s'applique uniquement aux animaux domestiques et non aux animaux vivant à l'état sauvage.

L'article 7, §§ 2 et 3, ne viole pas la disposition de la loi spéciale du 8 août 1980 visée au moyen.

#### L'article 8

8.B.6.1. Les mesures que le Roi est habilité à prendre en vertu de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, peuvent s'appliquer aux animaux vivant à l'état sauvage.

Les dispositions de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, violent l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dans la mesure où elles peuvent être appliquées aux animaux vivant à l'état sauvage.

8.B6.2. Les mesures que le Roi peut prendre en vertu des habilitations contenues dans l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et alinéa 2, sont inapplicables aux animaux vivant à l'état sauvage et ne se rapportent donc pas à la protection et à la conservation de la nature.

L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et alinéa 2, ne viole pas la disposition de la loi spéciale du 8 août 1980 visée au moyen.

L'article 9

8.B7.1. L'article 9, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, est inapplicable aux animaux vivant à l'état sauvage et ne se rapporte donc pas à la protection et à la conservation de la nature.

Ces dispositions ne violent pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

8.B7.2. L'article 9, 4<sup>o</sup>, doit raisonnablement être compris comme ne portant pas atteinte à la compétence de la Région en matière de milieux naturels et ne se rapporte donc pas à la protection et à la conservation de la nature.

Cette disposition ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Les articles 10 à 14

8.B8. Les articles 10 à 14 ne concernent pas la protection et la conservation de la nature. Ils ne violent pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Les articles 15 et 16

8.B9.1. L'article 15, 1<sup>o</sup>, ne concerne que les animaux d'élevage. Il ne restreint nullement la compétence régionale de réglementer le commerce des espèces protégées, le lâchage des animaux dans la nature et leur capture et ne se rapporte donc pas à la protection et à la conservation de la nature.

L'article 15, 1<sup>o</sup>, ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

8.B9.2. Les articles 15, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, et 16 sont inapplicables aux animaux vivant à l'état sauvage et ne se rapportent donc pas à la protection et à la conservation de la nature.

Ces dispositions ne violent pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 17

8.B10. Les règlements visés à l'article 17 pour l'enregistrement, pour le marquage et pour l'identification des animaux pourraient être rendus applicables, quant au marquage, aux animaux vivant à l'état sauvage.

L'article 17 viole l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dans la mesure où les dispositions relatives au marquage peuvent s'appliquer aux animaux vivant à l'état sauvage.

Deuxième moyen

9.A1. Le deuxième moyen est pris de la violation de l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution et de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En ce que de nombreuses dispositions de la loi entreprise, et notamment les articles 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 11, 12, 13 et 14 édictent ou évoquent des mesures ayant pour objet la collecte, le transport, le traitement, la préparation, la détention et la vente, l'importation, l'exportation et le transit, la destination et la destruction de matières d'origine animale ou végétale, des cadavres ou des carcasses d'animaux, ces mesures n'étant pas limitées quant à leur champ d'application territorial;

Alors que l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale a transféré aux Régions la compétence de régler, sur leur territoire respectif, l'enlèvement et le traitement des déchets.

9.A2. Le Conseil des ministres fait valoir que les Régions seraient assurément compétentes, en ce qui concerne l'environnement, en matière d'enlèvement et de traitement des déchets.

Les dispositions de la loi attaquée seraient étrangères à la politique de l'environnement. Elles auraient pour objectifs, ainsi que le Conseil des ministres l'a exposé lors de la réfutation du premier moyen, la promotion de la santé publique et de la prospérité économique des détenteurs d'animaux.

Selon le Conseil des ministres, la lutte contre les maladies des animaux et la prospérité économique des détenteurs d'animaux exigeraient l'abattage des animaux contaminés lorsqu'il s'impose, la maîtrise de la destruction des cadavres et des carcasses impropres à la consommation humaine ainsi que du traitement des produits des animaux non destinés à l'alimentation humaine.

A titre surabondant, le Conseil des ministres fait remarquer que la réglementation de l'abattage des animaux et le commerce des viandes n'entreraient manifestement pas dans la sphère de compétence du législateur régional.

9.A3.1. Pour l'Exécutif flamand, il résulterait des travaux préparatoires de la loi spéciale que les Régions seraient, à l'exclusion du législateur national, compétentes pour régler l'enlèvement et le traitement des déchets, ces termes devant être compris dans leur signification la plus large, stockage et élimination inclus.

La notion de déchets recouvrirait notamment tous les déchets d'origine végétale ou animale, en ce compris les cadavres d'animaux, peu importe la question de savoir s'ils peuvent être recyclés ou non ou s'ils doivent être détruits.

Enfin, l'Exécutif flamand demande de tenir pour reproduites les observations faites à l'occasion du premier moyen relativement aux pouvoirs implicites.

9.A3.2. La règle répartitrice ainsi précisée, les articles 6, § 2, 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 9, 2<sup>o</sup>, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 19 de la loi entreprise se trouveraient en contradiction avec ladite règle.

9.A4. L'Exécutif régional wallon soutient qu'à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale le terme de « déchets » devrait être pris dans son sens générique, de telle sorte que les Régions seraient en principe compétentes pour régler chaque catégorie de déchets, sans distinction de matière ou d'origine.

En outre, les mots « enlèvement et traitement » ne devraient pas être interprétés restrictivement, comme la Cour l'aurait jugé dans son arrêt n° 44 du 23 décembre 1987.

Le concluant fait valoir que la compétence en matière de déchets devrait être appréciée à la lumière des autres compétences attribuées à la Région, et notamment de celles qu'elle détient en matière d'environnement. Ainsi, en matière de politique des déchets, la Région devrait prendre en considération la limite à la compétence régionale énoncée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale. Cette limite ne serait toutefois pas d'application lorsque le législateur régional adopte des mesures ayant trait à l'enlèvement et au traitement de déchets de nature ou d'origine différentes.

Au bénéfice de cette précision, le concluant affirme que les Régions seraient compétentes, contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, pour régler l'abattage des animaux, qu'ils soient ou non contaminés, comme pour régler le transport de leurs dépouilles et leur élimination.

Enfin, l'Exécutif régional wallon considère, comme il l'avait déjà fait lors de la discussion du premier moyen, que l'argumentation du Conseil des ministres déduite des objectifs de la loi détruirait les fondements mêmes de la réforme de l'Etat qui consiste en l'attribution aux Communautés et aux Régions de blocs de compétence exclusive.



9.B1. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 fait relever de la compétence des Régions « l'enlèvement et le traitement des déchets ».

9.B2. Au vu des éléments du litige, il convient de déterminer tout d'abord si les cadavres d'animaux constituent des déchets au sens de la disposition précitée de la loi spéciale et de rappeler ce que recouvrent, dans cette disposition, les termes « enlèvement » et « traitement ».

9.B3.1. Les travaux préparatoires de la loi spéciale établissent que constitue un déchet toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait volontairement ou a l'obligation de se défaire en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Plus précisément, le commentaire du contenu juridique de la notion de « déchets » donné dans l'exposé des motifs du projet révèle que cette notion englobe, entre autres, les déchets d'origine végétale et animale, en ce compris, en principe, les cadavres d'animaux.

9.B3.2. Il résulte des mêmes travaux préparatoires — et notamment du fait que l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi spéciale se réfère expressément à la définition de l'article 1<sup>er</sup>, b), de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets — que les notions de « enlèvement » et de « traitement » visent les opérations suivantes :

— le ramassage, le tri, le transport, le traitement des déchets, ainsi que leur stockage et leur dépôt sur ou dans le sol;

— les opérations de transformation nécessaires à leur réutilisation, à leur récupération ou à leur recyclage.

9.B3.3. D'une façon générale, les cadavres d'animaux et les déchets de l'abattage sont des déchets, dont la destruction constitue une forme de traitement. De ce fait, la réglementation de cette destruction relève de la compétence des Régions.

Il convient cependant de préciser que lorsqu'un animal est abattu en vue du commerce des viandes, le cadavre ou la carcasse de cet animal ne devient déchet que par la décision de l'autorité vétérinaire prise éventuellement à la suite d'analyses effectuées après abattage et qui soustrait définitivement le cadavre ou la carcasse à sa destination économique normale.

L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>

9.B4. L'autorité nationale est compétente pour prendre des mesures de lutte contre les maladies des animaux domestiques. Les mesures visées par la disposition attaquée ne relèvent pas de la notion « enlèvement et traitement des déchets ».

L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ne viole pas la disposition de la loi spéciale visée au moyen.

L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>

9.B5. Le législateur national est compétent pour habiliter le Roi à prescrire l'abattage ou la mise à mort d'un animal domestique atteint d'une maladie des animaux, ou suspect d'en être atteint ou contaminé.

Il résulte des travaux préparatoires de la disposition incriminée que la mise à mort de l'animal n'intervient qu'à propos d'animaux dont il a été établi, avant cette mise à mort, qu'ils étaient impropres à la consommation humaine, alors que l'abattage concerne des animaux dont l'examen vétérinaire n'a lieu qu'après cet abattage.

Les cadavres d'animaux mis à mort qui avaient déjà été soustraits à leur destination économique normale avant la mise à mort constituent des déchets au sens de la loi spéciale. La compétence de l'Etat en matière de santé publique permet toutefois à celui-ci de soumettre de tels cadavres à des études et analyses de laboratoire. Ce n'est qu'après l'accomplissement de ces analyses ou en l'absence de la décision d'y procéder, que ces cadavres deviennent déchets.

Par contre, les animaux dont l'abattage a été ordonné doivent normalement encore faire l'objet d'un examen vétérinaire. Ce n'est qu'à partir du moment où cet examen a été établi que les cadavres et carcasses de ces animaux doivent être soustraits à leur destination économique normale qu'ils deviennent des déchets au sens de la loi spéciale.

A l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots « et déterminer également la destination des cadavres ou carcasses de ces animaux ou parties de ceux-ci » violent l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dans la mesure où ces cadavres et carcasses sont devenus des déchets.

L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>

9.B6. Le législateur national ne viole par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale en autorisant le Roi à prescrire la démolition de bâtiments, par les moyens et de la manière qu'il désigne, lorsque ceux-ci sont contaminés ou suspects d'être contaminés. Le terme « déchets » ne s'applique qu'aux biens meubles.

Le même législateur peut permettre au Roi de prescrire la destruction de véhicules, produits végétaux ou animaux, matières premières pour l'agriculture et l'élevage et de tous autres biens lorsqu'ils sont contaminés ou suspects d'être contaminés. La décision, par laquelle la destruction est ordonnée, a pour effet que ces véhicules, produits, matières et biens deviennent des déchets, étant alors des objets dont le détenteur a l'obligation de se défaire. Dès lors, il n'appartient pas à l'autorité nationale d'arrêter par quels moyens et de quelle manière ces déchets seront détruits.

L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, viole l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dans la mesure où les mots « par les moyens et de la manière qu'il désigne » s'appliquent aux biens autres que les immeubles.

L'article 8, alinéa 2

9.B7. L'alinéa 2 de l'article 8 qui concerne les indemnités éventuelles liées aux décisions d'abattage, de démolition ou de destruction, ne viole pas la règle de compétence visée au moyen.

L'article 9, 2<sup>o</sup>

9.B8. Cette disposition, qui a trait à des mesures de prophylaxie, ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 10

9.B9. La compétence de la Région en matière de déchets emporte celle de régler la police des champs d'épandage de boues et d'immondices.

L'article 10 viole l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 11

9.B10.1. L'enfouissement de cadavres d'animaux constitue une mesure de traitement des déchets que seule la Région peut réglementer.

L'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, viole l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

9.B10.2. Il appartient aux Régions de déterminer les conditions auxquelles doivent satisfaire les cimetières et crématoires d'animaux. L'exercice de cette compétence ne peut cependant porter atteinte aux limites fixées aux autres attributions de compétence prévues dans la loi spéciale du 8 août 1980 et notamment à la réserve que le législateur spécial a formulée relativement à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>. L'autorité nationale est compétente pour fixer les normes générales et sectorielles en matière d'environnement à l'égard des installations visées à l'article 11.

L'article 11, alinéa 2, viole l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, sauf dans la mesure où il habilite le Roi à établir les normes générales et sectorielles en matière d'environnement.

L'article 12

9.B.11. L'article 12 détermine les conditions auxquelles doivent satisfaire les produits destinés à l'alimentation des animaux. Les produits en cause pouvant être utilisés à cette fin, ils en constituent pas des déchets au sens de la loi spéciale.

L'article 12 ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 13

9.B.12. L'article 13 ne concerne pas les déchets puisque la matière à traiter qu'il réglemente, se trouve définie à l'article 1<sup>er</sup>, 7, par opposition à la matière à détruire.

L'article 13 ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 14

9.B.13. L'article 14 réglemente la « matière à détruire », terme qui, selon l'article 1<sup>er</sup>, recouvre des déchets d'origine animale. A l'égard de la matière à détruire, la Région est compétente en ce qui concerne le ramassage, le tri, le transport, le traitement, le stockage, le dépôt, la transformation, la réutilisation et le recyclage. L'autorité nationale est compétente pour l'importation, l'exportation et le transit de cette matière.

L'article 14 viole l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, sauf dans la mesure où il réglemente l'importation, l'exportation et le transit de la matière à détruire.

L'article 15

9.B.14. L'article 15 permet au Roi d'arrêter des mesures sanitaires à l'égard de différents biens. Il est étranger à l'enlèvement et au traitement des déchets.

L'article 15 ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Troisième moyen

10.A.1. L'Exécutif régional wallon invoque un troisième moyen formulé comme suit :

« Violation de l'article 107 *quater* de la Constitution et des articles 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, 6, § 1<sup>er</sup>, III, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et 6, § 1<sup>er</sup>, IV.

L'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 cite, parmi les matières visées à l'article 107 *quater* de la Constitution :

I. En ce qui concerne l'aménagement du territoire :

1<sup>o</sup> l'urbanisme et l'aménagement du territoire;

2<sup>o</sup> (...);

3<sup>o</sup> l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services (...);

4<sup>o</sup> (...);

5<sup>o</sup> la rénovation des sites économiques désaffectés;

6<sup>o</sup> (...).

II. En ce qui concerne l'environnement :

1<sup>o</sup> (...);

2<sup>o</sup> (...);

3<sup>o</sup> la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes (...).

III. En ce qui concerne la rénovation rurale et la conservation de la nature :

1<sup>o</sup> le remembrement des biens ruraux et la rénovation rurale;

2<sup>o</sup> (...);

3<sup>o</sup> les zones d'espaces verts, les zones de parcs et les zones vertes.

IV. En ce qui concerne le logement :

(...) la police des habitations qui constituent un danger pour la propreté et la salubrité publiques.

Différents aspects de la politique de l'environnement visés par ces dispositions de la loi spéciale sont expressément transférés aux Régions.

La loi entreprise viole ces dispositions, notamment en habilitant le Roi à :

— prescrire la démolition ou la destruction de bâtiments ou de tous autres biens contaminés ou suspects d'être contaminés (article 8, 4<sup>o</sup>);

— déterminer la destination de cadavres ou carcasses d'animaux (articles 8, 3<sup>o</sup>);

— imposer certaines obligations aux propriétaires et détenteurs d'animaux (article 7 et 9, 2<sup>o</sup>);

— interdire aux animaux domestiques l'accès aux champs d'épandage de boues et d'immondices (article 10);

— interdire ou réglementer la circulation de personnes et de biens dans une zone déterminée (article 9, 4<sup>o</sup>);

— prescrire l'isolement d'animaux contaminés ou suspects d'être contaminés (article 9, 1<sup>o</sup>). »

10.A.2.1. Selon le Conseil des ministres, le moyen serait irrecevable, à défaut de précision.

Le Conseil des ministres reproche au requérant d'avoir énuméré, d'une part, un certain nombre de dispositions de la loi spéciale, et, d'autre part, un certain nombre de dispositions de la loi attaquée, sans préciser en quoi chacune des dispositions de la loi attaquée, violerait une des règles répartitrices de compétence de la loi spéciale.

Pour ce motif, le moyen ne pourrait être accueilli.

10.A.2.2. Subsidiairement, le moyen serait non fondé, au motif que les différentes dispositions de la loi visées par le moyen concourraient toutes à la poursuite des objectifs qui relèveraient exclusivement de la compétence du législateur national.

10.A.3. Pour l'Exécutif flamand, le législateur national se serait approprié, par le biais de la loi attaquée, les compétences des dispositions de la loi spéciale visées au moyen et ce principalement dans le domaine de la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes et de la police des habitations qui constituent un danger pour la propreté et la salubrité publiques.

Plus précisément, ces compétences régionales seraient violées, selon l'Exécutif flamand, par les articles 6, § 2, 7, 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 9, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 10, 11, 12 à 16 et 20 à 31 de la loi attaquée.

Quant à l'argumentation du Conseil des ministres fondée sur les objectifs de la loi, l'Exécutif flamand renvoie à la discussion du premier moyen concernant les pouvoirs implicites et le principe de proportionnalité.



10.A.4.1. Dans ses conclusions, l'Exécutif régional wallon rejette l'exception d'irrecevabilité invoquée par le Conseil des ministres.

A son estime, le moyen serait rédigé de manière suffisamment précise dans la requête puisqu'il mentionne les dispositions de la Constitution et de la loi spéciale sur lequel il se fonde ainsi qu'une liste des dispositions de la loi dont le moyen, s'il était déclaré fondé, entraînerait l'annulation.

10.A.4.2. Quant au fond, l'Exécutif régional wallon fait valoir que chacune des dispositions de la loi spéciale visées au moyen véhiculerait des aspects divers de la notion d'« environnement », non encore rencontrés lors de la discussion des deux premiers moyens. Lesdits aspects de l'environnement seraient réglés par diverses dispositions de la loi attaquée.

Pour le concluant, il reviendrait aux législateurs régionaux de régler, chacun pour ce qui le concerne, la destruction et la démolition des biens immeubles, par les moyens et de la manière qu'ils désignent. Ils trouveraient cette compétence dans la matière de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire qui leur a été attribuée. Au surplus, cette compétence serait confortée par d'autres blocs de compétence attribués aux Régions, tels la rénovation des sites d'activité économique désaffectés, la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes et la police des habitations qui constituent un danger pour la propreté et la salubrité publiques.

L'Exécutif régional wallon soutient, en outre, que les blocs de compétence visés au troisième moyen confirmeraient la compétence de la Région pour régler la destination des déchets animaux et végétaux.

Ces mêmes blocs de compétence transféreraient aussi aux Régions la compétence de régler, dans des zones ou des sites qu'elles souhaiteraient protéger, la circulation des animaux et des personnes ainsi que les conditions dans lesquelles des animaux peuvent être détenus.

Enfin, l'Exécutif régional wallon affirme ne pouvoir souscrire à l'argumentation du Conseil des ministres pour les raisons qu'il a exposées lors de l'examen du premier moyen.

Quant à la recevabilité du moyen

10.B.1. Les moyens ne sont recevables que lorsqu'ils indiquent ou permettent de déceler la règle de compétence qui serait violée, les dispositions qui violeraient cette règle et en quoi celle-ci aurait été transgressée par ces dispositions.

10.B.2. En l'espèce, le moyen ne permet pas à la Cour de déceler en quoi, selon les parties, les différentes dispositions de la loi spéciale y visées auraient été transgressées par les articles dénoncés, excepté en ce qui concerne la violation de la compétence régionale en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire par l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi dans la mesure où cette disposition permet au Roi d'ordonner la démolition de bâtiments, par les moyens et de la manière qu'il désigne, lorsque ceux-ci sont contaminés ou suspects d'être contaminés.

Le moyen est recevable en ce qu'il est pris de la violation de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale par l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 24 mars 1987 dans la mesure où cet article autorise le Roi à prescrire la démolition de bâtiments, par les moyens et de la manière qu'il désigne, lorsque ceux-ci sont contaminés ou suspects d'être contaminés.

Quant au fond

10.B.3. La démolition d'un bâtiment relève, en principe, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et constitue de ce fait une matière régionale.

Le législateur national peut habiliter le Roi à prescrire le nettoyage et la désinfection de bâtiments contaminés ou suspects d'être contaminés, ainsi que le prévoit l'article 9, 2<sup>o</sup>, de la loi entreprise. En ce qui concerne la démolition d'un bâtiment, il importe cependant de déterminer la portée précise de l'habilitation accordée au Roi. Si elle devait s'interpréter en ce sens qu'elle dispense le Roi de tenir compte des obligations prévues par la réglementation régionale qui s'imposent au propriétaire, elle violerait l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale. Rien ne permet toutefois d'attribuer une telle portée à l'habilitation susvisée. Le législateur national ne dispense pas le Roi du respect de la réglementation régionale.

Interprétée de la sorte, la disposition examinée ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 visé au moyen.

Quatrième moyen

11.A.1. Le quatrième moyen est pris de la violation de l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution et de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

En ce que certaines dispositions de la loi entreprise, notamment l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, édictent ou évoquent des mesures ayant pour objet la protection de l'environnement;

Alors que l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale a transféré aux Régions la compétence de régler, sur leur territoire respectif, la protection de l'environnement, sous la seule réserve des normes légales, générales et sectorielles.

Selon le requérant, la notion de « protection de l'environnement » engloberait chacun des aspects de la politique de l'environnement qui ne sont pas réglés par d'autres dispositions de la loi spéciale.

11.A.2. Le Conseil des ministres fait observer, sous le bénéfice des remarques formulées antérieurement, que les mesures que le Roi est habilité à prendre sur pied de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi entreprise concourraient à la poursuite des objectifs que la loi s'assigne.

Lesdites mesures ne concerneraient nullement la protection de l'environnement, considérée comme telle.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres soutient que les dispositions de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi entreprise constitueraient des normes légales, générales et sectorielles, que le législateur national est habilité à prendre et qui s'imposent au respect du législateur décentralisé.

11.A.3. Dans son mémoire, l'Exécutif flamand émet la même opinion que la partie requérante quant au contenu et quant à la portée de la matière « protection de l'environnement » attribuée à la compétence de la Région.

Le moyen aurait dès lors un caractère subsidiaire. A défaut d'être annulé parce que violant les dispositions de la loi spéciale visées dans les trois premiers moyens, les articles de la loi entreprise devraient être censurés en toute hypothèse au motif qu'ils méconnaîtraient l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale.

Enfin, l'Exécutif flamand rejette, pour les raisons exposées précédemment, l'argumentation du Conseil des ministres fondée sur les objectifs de la loi.

11.A.4. Dans ses conclusions, l'Exécutif régional wallon fait valoir que les normes légales, générales et sectorielles, qui, en matière de politique d'environnement, constitueraient les seules exceptions que connaîtrait la compétence des Régions, seraient des normes techniques, ainsi que la Cour l'aurait jugé dans son arrêt n<sup>o</sup> 47 du 25 février 1988.

Les dispositions de l'article 8 ne sauraient être regardées comme de telles normes de sorte que l'argumentation, développée par le Conseil des ministres à titre subsidiaire, devrait être rejetée.

Enfin, l'Exécutif régional wallon demande à la Cour de venir pour reproduites, dans le cadre de ce moyen, les observations qu'il a déjà formulées à propos de l'argument principal du Conseil des ministres.

11.B.1. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les matières visées à l'article 107 *quater* de la Constitution sont :

II. En ce qui concerne l'environnement :

1<sup>o</sup> La protection de l'environnement, dans le respect des normes légales générales et sectorielles; »

Tant l'exposé des motifs du projet de loi spéciale que les travaux préparatoires ultérieurs font apparaître qu'à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, le terme « protection de l'environnement » s'entend notamment au sens de lutte contre la pollution de l'air et de l'eau et de lutte contre le bruit.

La lutte contre ces nuisances ne constitue qu'une partie des matières couvertes par la notion d'« environnement »; les autres composantes se trouvent réglées sous d'autres littéras de l'article 6.

11.B.2. Les mesures spécifiques destinées à prévenir et à combattre les maladies, tant de l'homme que des animaux, ne participent pas de la protection de l'environnement.

L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, ne viole pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Cinquième moyen

12.A.1.1. Le cinquième moyen est pris de la violation de l'article 107 *quater* de la Constitution et de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En ce que l'article 32, § 2, de la loi attaquée institue un « Fonds de la santé et de la production des animaux », dont le Roi détermine l'organisation, la composition et le fonctionnement, et qui se trouve chargé de certaines attributions dans les matières visées par la loi;

Alors que la disposition visée au moyen a transféré aux Régions la compétence de régler par décret la création et l'organisation d'établissements et d'entreprises dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par la loi spéciale.

12.A.1.2. Dans ses conclusions, le requérant précise qu'il résulterait des quatre premiers moyens que la loi attaquée réglerait, en violation des règles répartitrices, des matières qui relèvent de la compétence des Régions. Dans cette mesure, il appartiendrait, selon l'Exécutif régional wallon, au seul législateur régional de créer un organisme d'intérêt public ayant ces matières pour objet.

12.A.2. Dans son mémoire, l'Exécutif flamand estime que le moyen serait fondé pour les raisons exposées par l'Exécutif régional wallon.

12.A.3. Le Conseil des ministres soutient que le « Fonds de la santé et de la production des animaux » serait un fonds budgétaire, créé dans le cadre des compétences du législateur national.

12.B. La loi peut créer des établissements publics et des entreprises dans le cadre des compétences de l'Etat. Elle peut de même créer des fonds budgétaires.

L'article querellé institue un fonds qui « a pour but d'intervenir dans le financement des indemnités, des subventions et autres prestations en ce qui concerne la lutte contre les maladies des animaux et l'amélioration de l'hygiène, de la santé et de la qualité des animaux et des produits animaux ».

De l'examen des précédents moyens, il résulte que cette mission s'inscrit dans la sphère des compétences du législateur national.

Le moyen est dénué de fondement.

En ce qui concerne l'étendue territoriale de l'annulation

13.B. L'autorité nationale étant, au moment où les dispositions attaquées ont été prises, seule compétente en matière de politique régionale dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-capitale, il s'indique de limiter l'annulation aux Régions wallonne et flamande.

En ce qui concerne les effets de l'annulation

14.B. Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de supprimer, par voie de disposition générale, l'effet rétroactif de l'annulation de l'article 14 tant en ce qui concerne les agréments d'entreprises que les tarifs et indemnités visés au § 3 dudit article 14, ce en application, en vertu de l'article 124 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de l'article 6, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Par ces motifs,

La Cour

1. Annule en ce qui concerne la Région wallonne et la Région flamande

1<sup>o</sup> l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux dans la mesure où il s'applique aux animaux vivant à l'état sauvage;

2<sup>o</sup> à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la loi précitée, les mots « et déterminer également la destination des cadavres ou carcasses de ces animaux ou parties de ceux-ci » dans la mesure où ces cadavres et carcasses sont devenus des déchets;

3<sup>o</sup> à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi précitée, les mots « par les moyens et de la manière qu'il désigne » dans la mesure où ils s'appliquent aux biens autres que les immeubles;

4<sup>o</sup> l'article 10 de la loi précitée;

5<sup>o</sup> l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi précitée;

6<sup>o</sup> l'article 11, alinéa 2, de la loi précitée, sauf dans la mesure où il habilite le Roi à établir les normes générales et sectorielles en matière d'environnement;

7<sup>o</sup> l'article 14 de la loi précitée, sauf dans la mesure où il réglemente l'importation, l'exportation et le transit de la matière à détruire;

8<sup>o</sup> l'article 17 de la loi précitée dans la mesure où il s'applique au marquage des animaux vivant à l'état sauvage.

2. Rejette le recours pour le surplus.

3. Maintient jusqu'au 31 décembre 1989 les effets de l'article 14 annulé à l'égard de tous les agréments donnés et de tous les tarifs et indemnités fixés, avant le jour de la publication du présent arrêt, sur base de cet article.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 124 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage et à l'article 55 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 31 janvier 1989.

Le greffier,  
H. VAN DER ZWALMEN

Le président,  
E. GUTT

## ARBITRAGEHOF

N. 89 — 452

## Arrest

Rolnummer : 62

Arrest nr. 1/89 van 31 januari 1989.

*In zake* : Het beroep van de Waalse Gewestexecutieve tot vernietiging van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987.

Het Arbitragehof, samengesteld uit de voorzitters E. Gutt en J. Delva, en de rechters J. Sarot, J. Wathelet, M. Melchior, H. Boel en L. De Grève, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

1. Bij verzoekschrift van 23 september 1987, aan het Hof toegezonden bij aangetekende brief ter post neergelegd op 24 september 1987, vraagt de Waalse Gewestexecutieve de vernietiging van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 april 1987.

II. *De rechtspleging voor het hof*

2.1. Bij beschikking van 28 september 1987 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel van het Hof aangewezen conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Het bij artikel 58 van voormelde wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 oktober 1987.

Met toepassing van de artikelen 59, § 1, en 113 van dezelfde wet, zijn de kennisgevingen van het beroep gedaan bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 9 oktober 1987 en aan de geadresseerden ter hand gesteld op 13 oktober 1987.

De Ministerraad heeft op 9 november 1987 een memorie ingediend.

De Vlaamse Executieve heeft op 10 november 1987 een memorie ingediend.

Ter uitvoering van artikel 1 van de richtlijn van het Hof van 15 december 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 1987), is van die memories aan de in artikel 69 van de wet van 28 juni 1983 vermelde personen en overheden kennis gegeven bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 4 januari 1988 en aan de geadresseerden ter hand gesteld op 5 januari 1988.

De Vlaamse Executieve heeft op 4 februari 1988 een conclusie neergelegd.

De Ministerraad heeft een conclusie laten toekomen bij aangetekende brief ter post neergelegd op 12 februari 1988 en ter griffie ontvangen op 15 februari 1988.

Bij beschikking van 18 februari 1988, gegeven op het verzoek aan het Hof gericht door Mr. V. Thiry, advocaat, voor en in naam van de Waalse Gewestexecutieve, is de aan die Executieve toegekende termijn om een conclusie neer te leggen, verlengd tot 4 maart 1988 inbegrepen.

Van die beschikking is aan de verzoeker kennisgegeven bij aangetekende brief ter post afgegeven op 16 februari 1988 en de geadresseerde ter hand gesteld op 17 februari 1988.

De Waalse Gewestexecutieve heeft op het Hof een conclusie laten toekomen bij aangetekende brief ter post afgegeven op 3 maart 1988 en ter griffie ontvangen op 4 maart 1988.

Ter uitvoering van artikel 3, d, van de richtlijn van het Hof van 15 december 1987 is van die conclusies kennisgegeven bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 10 maart 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 11 maart 1988.

Bij beschikking van 21 juni 1988 heeft het Hof de zaak in geroedheid verklaard en de terechtzitting vastgesteld op 15 september 1988. Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting in kennis zijn gesteld bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 22 juni 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 23 juni 1988.

Bij beschikkingen van 10 maart 1988 en 15 september 1988 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 24 september 1988 en 24 maart 1989.

Ter terechtzitting van 15 september 1988 :

— zijn verschenen :

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve, rue de Fer 42, 5000 Namen; Mrs. M. Mahieu en J.M. Van der Mersch, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel; Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Executieve, Jozef-II-straat 30, 1040 Brussel;

— hebben de rechters M. Melchior en L. De Grève, verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord;

-- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende van de wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

2.2. Na de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, blijft de rechtspleging beheerst door de wet van 28 juni 1983 krachtens artikel 124 van voormelde bijzondere wet.

III. *In rechte*

Over de bestreden wet

3. De aangevochten wet is door de Senaat en door de Kamer van Volksvertegenwoordigers respectievelijk op 29 januari 1987 en 28 februari 1987 aangenomen. Zij is door de Koning bekrachtigd en afgekondigd op 24 maart 1987 en in het *Belgisch Staatsblad* van 17 april 1987 bekendgemaakt (errata, *Belgisch Staatsblad* 23 juni 1987).

4. De wet omvat 32 artikelen, gegroepeerd in 7 hoofdstukken.

Hoofdstuk I bevat algemene bepalingen. Nadat in artikel 1, voor de toepassing van de wet, enkele definities zijn gegeven, vermeldt artikel 2 het doel van de wet, namelijk « de bestrijding van de dierenziekten ten einde de volksgezondheid en de economische welvaart van de dierenhouders te bevorderen ».

Hoofdstuk II, artikelen 3 tot 5, heeft betrekking op de verenigingen en verbonden tot bestrijding van dierenziekten. De verenigingen en verbonden worden erkend door de Minister van Landbouw, die bovendien controle op hun bestuursorganen uitoefent. Bij de verwezenlijking van hun doelstelling werken zij samen met de Diergeneeskundige dienst van het Ministerie van Landbouw.

Hoofdstuk III, artikelen 6 tot 9, handelt over de bijzondere maatregelen ter voorkoming en ter bestrijding van bepaalde dierenziekten.

Artikel 6 bepaalt in paragraaf 1 dat enkel de door de Koning aangewezen ziekten aan de bepalingen van dit hoofdstuk zijn onderworpen en machtigt in paragraaf 2 de Diergeneeskundige dienst van het Ministerie van Landbouw om, bij dreigend gevaar van besmetting door een besmettelijke dierenziekte die niet door de Koning is bepaald, maatregelen te treffen « welke voor niet langer dan dertig dagen van kracht zijn ».

Artikel 7 staat de Koning toe zowel de verantwoordelijke voor een dier als de dierenartsen te verplichten aangifte te doen van elk uitbreken of elk voorteken van het uitbreken van dierenziekten. Het bepaalt ook dat de Koning de verantwoordelijke voor een dier de tussenkomst kan opleggen van een dierenarts, die wordt belast met de uitvoering van de door de Diergeneeskundige dienst genomen beslissingen.

In de artikelen 8 en 9 worden de andere maatregelen opgesomd die de Koning kan nemen als bijzondere maatregelen ter voorkoming en ter bestrijding van bepaalde dierenziekten. Die artikelen luiden als volgt :

« Art. 8. De Koning kan :

1° alle maatregelen treffen met het doel de dierenziekten te bestrijden, uit te roeien en hun verspreiding en het in of uit het land brengen ervan te verhinderen;

2° alle of sommige andere methodes van dierenziektenbestrijding dan die welke Hij vaststelt verbieden,

3° de afslachting of afmaking voorschrijven van een dier dat door een dierenziekte is aangetast of besmet of verdacht is van aantasting of besmetting binnen de termijn die Hij bepaalt en op de plaats die Hij aanwijst, alsook de bestemming van de krennen of karkassen van de dieren of delen ervan bepalen;

4° de afbraak of de vernietiging voorschrijven met de middelen en op de wijze die Hij aanduidt, van gebouwen, voertuigen, plantaardige of dierlijke produkten, grondstoffen voor de landbouw en de veeteelt en van alle andere goederen die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn.

Hij bepaalt in welke mate en onder welke voorwaarden een vergoeding kan worden verleend bij toepassing van de maatregelen bedoeld onder 3° en 4°.

« Art. 9. De Koning kan :

1° het onder toezicht stellen, het afzonderen, het in bewaring of in quarantaine stellen van dieren die aangetast of besmet zijn door een dierenziekte of die verdacht zijn van aantasting of besmetting, voorschrijven en de kosten van die maatregelen ten laste leggen van de verantwoordelijke;

2° ten laste van de verantwoordelijke de reiniging en de ontsmetting voorschrijven van gebouwen, gebruiksvoorwerpen, vervoermiddelen en van alle goederen die drager zijn of kunnen zijn van ziekten of smetstoffen, en daartoe de produkten en de gebruikwijze ervan opleggen;

3° de verzameling, het verkeer en het vervoer van dieren verbieden of regelen;

4° het verkeer van personen en goederen binnen een aangewezen gebied verbieden of regelen,

5° de wijze en de voorwaarden van monsterneming vaststellen, de ontledingsmethoden bepalen en het tarief van de ontledingen en de voorwaarden van erkenning van laboratoria vaststellen. Hij kan de uitvoering van sommige ontledingen uitsluitend voorbehouden aan de laboratoria die Hij aanwijst;

6° het bezitten, het in de handel brengen, het verkopen, het kopen, het ruilen, het om niet of onder bezwarte titel afstaan en het vervoer verbieden, hetzij van een dier waarop een verboden behandeling is toegepast, hetzij van een dier waarop een aangeduide behandeling niet is toegepast of toegepast is op een andere dan de voorgeschreven wijze. »

Hoofdstuk IV, artikelen 10 tot 19, handelt over de algemene maatregelen ter voorkoming en bestrijding van de dierenziekten.

Artikel 10 legt het verbod op om huisdieren op vuilnisbellen toe te laten.

Artikel 11 machtigt de Koning de indelving van krennen of karkassen van sommige dieren die hij aanwijst, te verbieden en de voorwaarden te bepalen waaraan de begraaftplaatsen en de crematoria voor de indelving en de vernietiging van de krennen van bepaalde diersoorten moeten voldoen.

Artikel 12 staat de Koning toe de voorwaarden vast te stellen van de ophaling, het vervoer, de behandeling en het gebruik waaraan dierlijke en plantaardige produkten, die voor het menselijk verbruik niet ongeschikt zijn of verklaard worden, moeten voldoen om als diervoeding te worden aangewend. De Koning kan de activiteiten van de personen die deze handelingen verrichten, aan een voorafgaande erkenning onderwerpen.

Artikel 13 staat de Koning toe, onverminderd de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijding van de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, de sanitaire voorwaarden te bepalen voor de vervaardiging, de invoer, de uitvoer, de doorvoer, de bereiding, de verkoop, het bezit en het vervoer van het verwerkingsmateriaal, dat in artikel 1 wordt gedefinieerd als zijnde de dierlijke produkten andere dan destructiemateriaal die niet voor menselijk verbruik bestemd zijn. De Koning kan de voorwaarden bepalen waaraan de bedrijven voor de vervaardiging, de verwerking en de bereiding van het verwerkingsmateriaal moeten voldoen om door de minister te worden erkend.

Luidens artikel 14, paragraaf 1, kan de Koning de voorwaarden vaststellen voor de ophaling, het vervoer, de invoer, de uitvoer en de behandeling van destructiemateriaal, dat in artikel 1 wordt gedefinieerd als zijnde de dierenkrennen en de dierlijke produkten die voor het menselijk verbruik ongeschikt zijn of verklaard worden bij beslissing van de overheid. Artikel 14, paragraaf 2, bepaalt dat het destructiemateriaal uitsluitend wordt opgehaald, vervoerd, ingevoerd door en behandeld in destructiebedrijven, waarvoor de Koning krachtens de paragrafen 3 en 5 van hetzelfde artikel de erkenningsvoorwaarden vaststelt. Bovendien geeft paragraaf 3 aan de Koning de bevoegdheid voor het vaststellen van de voorwaarden van verhandeling en bestemming van de produkten verkregen uit de verwerking van het destructiemateriaal. Paragraaf 4 tenslotte bepaalt dat de destructiebedrijven bedrijven van openbaar nut zijn en dat ze kunnen worden opgevoerd.

Op grond van artikel 15 kan de Koning, met het oog op de bestrijding van dierenziekten, onverminderd de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevissersprodukten, 1° de voorwaarden vaststellen waaraan dieren, dierlijke produkten, planten en substraten moeten voldoen om te worden in de handel gebracht, verworven, ten verkoop aangeboden, tentoongesteld, in bezit gehouden, vervoerd

verkocht, onder kosteloze of bezwarende titel afgestaan, ingevoerd, uitgevoerd of doorgevoerd; 2° de invoer, de uitvoer of de doorvoer van dieren, dierlijke produkten, planten en substraten verbieden en reglementeren; 3° de activiteit van de personen die de onder 1° genoemde handelingen verrichten, onderwerpen aan een voorafgaande erkenning en 4° de voorwaarden bepalen tot het verkrijgen en behouden van die erkenning.

Artikel 16 bepaalt in paragraaf 1 dat de Koning de voorwaarden kan vaststellen waaraan de lokalen en de open ruimten moeten voldoen waar verzamelingen van dieren voor tentoonstellingen, markten, jaarmarkten, prijskampen, keuringen, sportvertoningen en verkoop plaatsvinden en, in paragraaf 2, dat de Koning de voorwaarden kan bepalen waaraan de instellingen en bedrijven die gespecialiseerd zijn in de sectoren van de kunstmatige inseminatie of van de embryotransfer moeten voldoen.

Artikel 17 machtigt de Koning tot het bepalen van de regels voor de registratie, het merken en de identificatie van de dieren en de veestapels en tot het vaststellen van de voorwaarden waaraan de identificatiestukken moeten voldoen om te worden aangenomen, evenals de voorwaarden van hun verdeling, hun registratie en hun gebruik.

Naar luid van artikel 18 kan de Koning de stukken, tekens en andere aanwijzingen bepalen, waaruit moet blijken dat voldaan is aan de voorwaarden gesteld bij de wet en haar uitvoeringsbesluiten.

Artikel 19 belast in het bijzonder de Diergeneeskundige dienst van het Ministerie van Landbouw met het sanitaire onderzoek van voor uitvoer, invoer en doorvoer bestemde dieren en dierlijke produkten, alsmede met de afgifte van de stukken die op dat onderzoek betrekking hebben. Die dienst kan daartoe alle nuttige maatregelen treffen.

Hoofdstuk V, artikelen 20 tot 22, handelt over het onderzoek en de vervolging naar aanleiding van overtredingen op de wet en haar uitvoeringsbesluiten.

Hoofdstuk VI, artikelen 23 tot 28, handelt over de straffen en administratieve sancties.

Hoofdstuk VII, artikelen 29 en 32, bevat diverse bepalingen.

Artikel 29 staat de Koning tot de uitoefening van de bevoegdheden, omschreven in de andere bepalingen van de wet, over te dragen aan de minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

Artikel 30 bepaalt dat de bij de wet bedoelde attesten en getuigschriften, wanneer zij voor internationaal gebruik bestemd zijn, « in meerdere talen gesteld mogen worden ».

Artikel 31 staat toe de niet-nakoming van de verordeningen van de Europese Economische Gemeenschap inzake de voor deze wet geregelde aangelegenheden te bestraffen en, in het kader van die aangelegenheden, bij in Ministerraad overlegd besluit, alle vereiste maatregelen te treffen ter uitvoering van de verplichtingen opgelegd door de Europese Economische Gemeenschap;

Artikel 32 bevat, in zijn paragrafen 1, 3 en 4, opheffings-, wijzigings- en overgangsbepalingen en stelt, in zijn paragraaf 2, een « Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren » in, dat tot doel heeft tussen te komen in de financiering van vergoedingen, toelagen en andere prestaties met betrekking tot de bestrijding van de dierenziekten en de verbetering van de hygiëne, de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke produkten.

Wat de partijen betreft

5. De partijen in het geding zijn de Waalse Gewestexecutieve, die het verzoekschrift heeft ingediend en een conclusie heeft neergelegd, de Ministerraad en de Vlaamse Executieve, die beiden een memorie hebben ingediend en een conclusie hebben neergelegd.

Wat het onderwerp van het beroep en de aanhangigmaking bij het Hof betreft

6.B.1. Het onderzoek van de aangevochten artikelen geeft geen aanleiding tot toepassing van de bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 maar wel van die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 die van kracht waren op het tijdstip waarop de aangevochten bepalingen zijn aangenomen.

6.B.2. Het dispositief van het verzoekschrift beoogt de vernietiging van de wet van 24 maart 1987 in haar geheel. De verzoeker zet echter niet uiteen waarin de andere bepalingen dan die van die artikelen 7 tot 17 en 32, § 2, van die wet de regels zouden hebben overschreden die de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten bepalen.

6.B.3. Uit de uiteenzetting van de verschillende middelen blijkt dat het beroep uitsluitend is gericht tegen de artikelen 7 tot 17 en 32, § 2. Het Hof, dat de omvang van het verzoek dient te bepalen op basis van de inhoud van het verzoekschrift, stelt vast dat de verzoeker enkel de vernietiging vraagt van de artikelen 7 tot 17 en 32, § 2, van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987.

Aangezien enkel de inhoud van het verzoekschrift het onderwerp van het beroep bepaalt, volgt daaruit dat elk niet door de verzoekende partij geformuleerd verzoek tot vernietiging vreemd is en moet blijven aan de debatten. Die regel belet niet dat het Hof, na debatten op tegenspraak, nieuwe middelen aanvaardt die tegen de door de verzoekende partij aangevochten artikelen gericht zijn, zelfs zo die middelen die van het verzoekschrift overnemen maar bepalingen beogen die door de verzoeker in andere middelen zijn aangevochten. Zo kan het Hof ook bepalingen vernietigen die door de verzoeker niet worden aangevochten maar er onlosmakelijk mee verbonden zijn.

De verzoeken tot vernietiging, door de Vlaamse Executieve geformuleerd bij de bespreking van de verschillende middelen en betreffende de artikelen 7 tot 17 en 32, § 2, van de wet van 24 maart 1987, vallen samen met het onderwerp van het beroep; de door die zelfde Executieve geformuleerde verzoeken tot vernietiging die andere bepalingen van de voormelde wet op het oog hebben, moeten uit de debatten worden geweerd.

Ten aanzien van de middelen

7. De Waalse Gewestexecutieve voert vijf middelen aan.

Eerste middel

8.A.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van artikel 107 *quater* van de Grondwet en artikel 6, § 1, III, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen,

doordat talrijke bepalingen van de aangevochten wet, en met name de artikelen 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16 en 17 maatregelen uitvaardigen of vermelden die bestemd zijn voor diersoorten of plantensoorten, en die maatregelen niet beperkt zijn wat hun onderwerp of territoriale toepassing betreft,

verwijl artikel 6, § 1, III, 2°, van de bijzondere wet aan de Gewesten de bevoegdheid heeft overgedragen om, op hun respectief grondgebied, de bescherming te regelen van de plantensoorten, van de diersoorten en hun krengen, met als enig voorbehoud de maatregelen die betrekking hebben op de invoer, de uitvoer en de doorvoer van uitheemse plantensoorten, alsmede uitheemse diersoorten en hun krengen.

8.A.2. De Ministerraad voert aan dat de aan de Gemeenschappen en Gewesten toegekende bevoegdheid wordt uitgedrukt in termen van doelstelling en dat die bevoegdheid slechts kan worden aangewend om die doelstelling te verwezenlijken. De niet aan de Gemeenschappen en Gewesten toegekende doelstellingen blijven tot de, residuair, bevoegdheid van de nationale wetgever behoren.

Bij de verwezenlijking van de doelstellingen die tot zijn bevoegdheid blijven behoren, is alleen de nationale wetgever gemachtigd tot het nemen van alle noodzakelijke maatregelen die, in voorkomend geval, betrekking kunnen hebben op de aangelegenheden die, naar hun onderwerp, aan de Gemeenschappen en Gewesten zijn overgedragen. Tot staving van die bewering citeert de Ministerraad onder meer een arrest van de Afdeling Administratie van de Raad van State van 4 april 1986, waarin is geoordeeld :

« de nationale overheid (is) bevoegd om alle bepalingen vast te stellen die nodig zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden die bij haar berusten; (...) wil de nationale overheid in de sfeer van haar eigen bevoegdheden niet worden belemmerd, dient (men) aan te nemen dat zij, zelfs in de aangelegenheden welke de Grondwet en de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in de bevoegdheid van de Gewesten hebben gelegd, alle maatregelen kan treffen die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van de bedoelde (nationale) bevoegdheden ».

Dat zijn, volgens de Ministerraad, de beginselen. In overeenstemming daarmee zou men, in onderhavige zaak, de aan de Gewesten toegekende doelstellingen, enerzijds, moeten confronteren met de aangevochten bepalingen van de wet van 24 maart 1987 ten aanzien van hun doelstellingen, anderzijds.

Naar luid van artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet zou het Gewest bevoegd zijn voor de natuurbescherming en het natuurbehoud; aan de verwezenlijking van die doelstelling zou de wet van 24 maart 1987 vreemd blijven. De bestreden wet zou enkel de bevordering van de volksgezondheid en de economische welvaart van de dierenhouders tot doel hebben, doelstellingen waarvan niet kan worden betwist dat ze tot de bevoegdheidsfeer van de nationale wetgever behoren.

De Ministerraad laat opmerken dat, met het oog op het bereiken van die twee doelstellingen, het voor de nationale wetgever onontbeerlijk is gebleken bepalingen voor alle diersoorten te voorzien, zowel huisdieren als wilde dieren, gezien de omstandigheid dat een doeltreffende bestrijding van de eventuele besmetting van huisdieren en, in voorkomend geval van de mens, vereist dat in naam van de volksgezondheid of de economische welvaart voor alle dieren maatregelen worden getroffen of dat de Koning daartoe wordt gemachtigd.

Volgens de Ministerraad is het eerste middel niet gegrond aangezien de bepalingen van de aangevochten wet de respectieve doelstellingen van de Staat en de Gewesten in acht nemen.

8.A.3.1. Volgens de Vlaamse Executieve zou de redenering van de Ministerraad enerzijds steunen op de bewering dat de volksgezondheid uitsluitend een nationale bevoegdheid is, anderzijds, zich toespitsen op een theorie volgens welke elke wetgever het recht heeft de verwezenlijking na te streven van de doelstellingen die hem toebehoren op grond van de in 1980 doorgevoerde verdeling van de materiële bevoegdheden.

De Vlaamse Executieve verklaart dat zij die bewering niet kan aanvaarden en het niet eens kan zijn met de voorgestelde theorie, tenminste zoals die door de Ministerraad wordt uiteengezet.

8.A.3.2. Naar het oordeel van de Vlaamse Executieve is de bevoegdheid inzake volksgezondheid niet uitsluitend nationaal gebleven.

De Executieve voert aan dat niet kan worden betwist dat het Gewest op basis van artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup> en IV, van de bijzondere wet de uitsluitende wetgevende bevoegdheid heeft over « de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven » en « de politie van woongelegenheden die gevaar opleveren voor de openbare reinheid en gezondheid ».

Naast die erkenning, in de tekst zelf van de bijzondere wet, van een gewestelijke bevoegdheid inzake volksgezondheid, zouden heel wat andere bevoegdheden van de Gewesten, die de nationale wetgever duidelijk heeft geformuleerd met het oog op de verwezenlijking van « doelstellingen », zoals de ruimtelijke ordening, het leefmilieu, het natuurbehoud of het waterbeleid, ook geheel of gedeeltelijk, rechtstreeks of onrechtstreeks, aan de volksgezondheid ten goede komen. Dat zou met name gelden voor de ophaling en verwerking van afvalstoffen, de natuurbescherming en het natuurbehoud, de groengebieden, de bossen, de zuivering van afvalwater en de riolering, aangelegenheden die niet kunnen worden geregeld zonder rekening te houden met de vereisten van de volksgezondheid.

Het uitgangspunt van de redenering van de Ministerraad berust dus, volgens de Vlaamse Executieve, op een onjuistheid.

8.A.3.3. Wat de verwezenlijking van de doelstellingen van de nationale wetgever betreft, moet volgens de Vlaamse Executieve worden toegegeven dat ook de nationale wetgever een beroep kan doen op de impliciete bevoegdheden en, zo nodig, zelfs op de regel die in artikel 10 van de bijzondere wet ten aanzien van de Gemeenschappen en de Gewesten is neergelegd.

Daarbij mag de nationale wetgever, evenmin als de Gemeenschaps- en Gewestwetgevers, de grenzen van de redelijkheid niet overschrijden. In onderhavige zaak zouden de gewestwetgevers zich in de onmogelijkheid bevinden om, zonder in conflict te treden met de regels van de aangevochten wet of met de regels die door de Koning worden uitgevaardigd, nog een reële inhoud te geven aan het natuurbeschermingsbeleid en het natuurbehoud, dat hun bij uitsluiting is toegewezen.

Daaruit volgt, aldus de Vlaamse Executieve, dat de nationale wetgever, om de volksgezondheid en de economische welvaart van de dierenhouders te bevorderen, op zijn minst het evenredigheidsbeginsel heeft geschonden.

8.A.3.4. Om die redenen verzoekt de Vlaamse Executieve het Hof de artikelen 4, 6 tot 9 en 10 tot 19 van de aangevochten wet te vernietigen wegens schending van de in het middel beoogde bevoegdheidsverdelende regel.

8.A.4.1. In haar conclusie voert de Waalse Gewestexecutieve aan dat titel « III. Wat de landinrichting en het natuurbehoud betreft », waaronder in artikel 6 van de bijzondere wet de bevoegdheid van het Gewest inzake natuurbescherming en natuurbehoud is vermeld, niet kan worden uitgelegd als een doelstelling naar de verwezenlijking waarvan de Gewesten noodzakelijkerwijze moeten streven in de uitoefening van die bevoegdheid.

In dat verband doet de Waalse Gewestexecutieve opmerken dat die bevoegdheid in het ontwerp van bijzondere wet onder een andere titel was opgenomen; de huidige structuur van artikel 6 vloeit immers voort uit een amendement dat door de Senaatscommissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen is aangenomen. De Executieve herinnert eraan dat bij de aanneming van dat amendement de Minister van Institutionele Hervormingen (F) had voorgesteld « teksten te laten verifiëren om zich ervan te vergewissen of het amendement niet (raakte) aan de inhoud van de voorstellen vervat in het ontwerp van wet » en dat later dezelfde Minister aan de commissie had meegedeeld dat « de bevoegdheden van de Gewesten, als bepaald in het aangenomen artikel, helemaal niet worden gewijzigd door de opschriften boven de opsomming van de aangelegenheden ». De Executieve citeert tenslotte een verklaring van de Minister van Institutionele Hervormingen (F) in de Kamercommissie voor de herziening van de grondwet en de hervorming der instellingen, volgens welke « het niet de vermelding na de Romeinse cijfers zijn (...), maar wel deze na de arabische cijfers (...) die bepalend zijn voor de juiste interpretatie van artikel 6 ».

8.A.4.2. De Waalse Gewestexecutieve voegt eraan toe dat het overdreven zou zijn te beweren dat de gewestelijke bevoegdheden zowel inzake aangelegenheden als inzake na te streven doelstellingen beperkt zijn.

Dat is niet de opvatting van de bijzondere wetgever, zoals reeds is uiteengezet; die opvatting vindt evenmin steun in de Grondwet die in de artikelen 26 bis en 107 quater de gewestelijke bevoegdheden slechts in termen van aangelegenheden benadert.



8.A4.3. Wat artikel 10 van de bijzondere wet betreft, doet de Waalse Gewestexecutieve gelden dat die bepaling de Gemeenschappen en de Gewesten niet kan toestaan de bevoegdheden te betreden die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden. Het is derhalve niet zeker dat de nationale overheid zich op artikel 10 kan beroepen om de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten, die alle toegewezen bevoegdheden zijn, te betreden.

Zeer subsidiair zou de Waalse Gewestexecutieve kunnen aannemen dat de nationale wetgever een beroep doet op artikel 10 van de bijzondere wet. De door dat artikel gestelde voorwaarden zijn in onderhavige zaak in geen geval vervuld.

8.A.5. In zijn conclusie antwoordt de Ministerraad op de argumenten in verband met de bevoegdheidsverdeling inzake de volksgezondheid en het evenredigheidsbeginsel.

De Ministerraad is het ermee eens dat sommige aspecten van de volksgezondheid naar de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten zijn overgeheveld. Hij doet niettemin opmerken dat de volksgezondheid en de economische welvaart, doordat ze in onderhavige zaak betrekking hebben op een landbouwaangelegenheid, in geen geval onder de bevoegdheid van de Gewesten ressorteren.

Inzake de argumentatie die de Vlaamse Executieve haalt uit de miskenning van het evenredigheidsbeginsel, doet de Ministerraad opmerken dat, om te handelen in overeenstemming met de in artikel 2 van de aangevochten wet geformuleerde doelstellingen, het onontbeerlijk en a fortiori niet-onevenredig zou zijn bepalingen aan te nemen betreffende zowel de landbouwhuisdieren als de wilde dieren.

Volgens de Ministerraad stroken alle bepalingen van de aangevochten wet nauwgezet met het door de doelstellingen van die wet bepaalde kader.

8.B.1. Artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 geeft het Gewest de bevoegdheid over « de natuurbescherming en het natuurbehoud, met uitzondering van de in-, uit- en doorvoer van uitheemse plantensoorten evenals van uitheemse diersoorten en hun kringen ».

Uit de parlementaire voorbereiding van die bepaling blijkt dat de aldus aan het Gewest overgedragen bevoegdheid hoofdzakelijk betrekking heeft op de aangelegenheden die tot dusver door de wet van 12 augustus 1911 tot behoud van de schoonheid der landschappen was geregeld en op de aangelegenheden die alsdan waren geregeld door de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, met uitzondering nochtans van de in artikel 5 van deze wet geregelde aangelegenheid.

Het natuurbehoud beoogt, zoals in artikel 1 van de voormelde wet van 12 juli 1973 reeds werd gesteld, het behoud van de eigen aard, de verscheidenheid en het ongeschonden karakter van het natuurlijke milieu door middel van maatregelen tot bescherming van de flora en de fauna, hun gemeenschappen en groeiplaatsen, evenals van de grond, de ondergrond, het water en de lucht.

8.B.2. De wetgever die de natuurbescherming en het natuurbehoud onder zijn bevoegdheid heeft, is met uitsluiting van iedere andere ertoe gemachtigd maatregelen te nemen tot het bestrijden van de ziekten bij de in het wild levende dieren. Het feit dat die ziekten op de veestapel kunnen overgaan, ontnemt aan die maatregelen niet het karakter van bescherming en behoud van de fauna, evenmin als een maatregel tot bestrijding van ziekten bij huisdieren een maatregel wordt tot bescherming en behoud van de natuur louter doordat hij rechtstreeks of onrechtstreeks ook aan de in het wild levende dieren kan ten goede komen.

8.B.3. Inzake de economie van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987 stelt het Hof vast dat deze wet van bestrijden van dierenziekten op het oog heeft, ten einde de volksgezondheid veilig te stellen, enerzijds, en de economische welvaart van de dierenhouders te bevorderen, anderzijds (artikel 2 van de wet).

De behandelde aangelegenheid is opgenomen in het kader van de landbouwpolitiek en het volksgezondheidsbeleid. Geen van beide sectoren werd bij de uitvoering van de artikelen 59bis en 107quater van de Grondwet als dusdanig aan de bevoegdheid van de nationale wetgever onttrokken, ook al zijn de Gemeenschappen bepaalde bevoegdheden toegewezen die rechtstreeks of onrechtstreeks binnen de domeinen van de volksgezondheid of de landbouw vallen.

Zo zijn de Gemeenschappen in het kader van het gezondheidsbeleid bevoegd verklaard voor bepaalde aspecten van de zorgverstrekking, de gezondheidsopvoeding en de preventieve gezondheidszorg (artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet). Evenzo kan men stellen dat de volksgezondheid een van de finaliteiten is van de drie aan het Gewest toegewezen aangelegenheden inzake leefmilieu (artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet).

Wat de landbouwpolitiek betreft, moet worden vastgesteld dat deze evenmin in al haar aspecten een voor het nationaal niveau voorbehouden domein is gebleven. Sommige bevoegdheden van het Gewest inzake ruimtelijke ordening (artikel 6, § 1, I, van de bijzondere wet), leefmilieu (idem II), landinrichting en natuurbehoud (idem III), zelfs in het economisch beleid (idem VI) kunnen rechtstreeks of onrechtstreeks gevolgen hebben voor de landbouwuitbating en het landbouwbeleid.

Vermits « volksgezondheid », met het oog waarop dierenziekten worden bestreden, en « landbouw », binnen het kader waarvan de economische welvaart van de dierenhouders wordt behartigd, niet als dusdanig door uitdrukkelijke bepalingen aan de Gemeenschappen of Gewesten zijn overgedragen, blijven zij als residuaire bevoegdheden aan de nationale wetgever voorbehouden, voor alle aspecten ervan die niet uitdrukkelijk onder de bevoegdheid van Gemeenschappen en Gewesten werden gebracht.

Door die aangelegenheden te regelen blijft de nationale wetgever dus in principe binnen de perken van zijn bevoegdheid.

De vaststelling dat de aangevochten wet hoofdzakelijk tot voorwerp heeft de ziekten van de huisdieren te bestrijden of te voorkomen, vaststelling waartoe zowel de algemene economie van de wet als de ontoepasselijkheid van talrijke bepalingen ervan op in het wild levende dieren leidt, wordt niet ontkracht door de ruimte definitie die in artikel 1 aan het woord « dieren » is gegeven.

8.B.4. De thesis van de Ministerraad, die stelt dat de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten als doelstellingen worden uitgedrukt, heeft geen rechtsgrond. Artikel 107quater van de Grondwet geeft duidelijk aan dat de gewestbevoegdheden in beginsel in termen van aangelegenheden zijn bepaald. Geen enkele bepaling van de Grondwet of de bijzondere wet beperkt het geheel van de gemeenschaps- en gewestbevoegdheden tot het nas'even van doelstellingen die zijn afgebakend door de doelstellingen die aan de nationale overheid kunnen worden toegeschreven. Anderzijds zou de thesis van de Ministerraad niet kunnen worden toegepast, aangezien de doelstellingen van een norm, uit zichzelf, niet vermag te bepalen of die norm binnen de bevoegdheidsfeer valt van de wetgever van wie hij uitgaat.

#### Artikel 7

8.B.5.1. Artikel 7, § 1, machtigt de Koning ertoe de voor de dieren verantwoordelijke personen en de dierenartsen te verplichten aangifte te doen van elk uitbreken of elk voorteken van dierenziekten, ongeacht welk dier is aangetast of van aantasting verdacht wordt. Die aangiften moeten de nationale overheid inlichten over de gezondheidstoestand van het land, zodat zij in voorkomend geval de nodige maatregelen kan treffen om de gezondheid van de mens en die van de huisdieren te vrijwaren. Door zulk een verplichting op te leggen, neemt de nationale overheid geen enkele maatregel tot bestrijding van ziekten bij in het wild levende dieren of tot voorkoming van die ziekten.

Artikel 7, § 1, schendt artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

8.B5.2. Artikel 7, §§ 2 en 3, machtigt de Koning aan de verantwoordelijke de tussenkomst op te leggen van een dierenarts voor de uitvoering van de wet en van de door de geneeskundige dienst genomen beslissingen. De redactie van die bepalingen en de definitie die door de wet aan de term « verantwoordelijke » is gegeven, wijzen uit dat het enkel geldt voor huisdieren en niet voor in het wild levende dieren.

Artikel 7, §§ 2 en 3, van het decreet schendt de in het middel beoogde bepaling van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

#### Artikel 8

8.B6.1. De maatregelen die de Koning gemachtigd is te nemen krachtens artikel 8, lid 1, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>, kunnen worden toegepast op in het wild levende dieren.

De bepalingen van artikel 8, eerste lid, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>, schenden artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 in zover zij kunnen van toepassing zijn op de in het wild levende dieren.

8.B6.2. De maatregelen die de Koning krachtens de in artikel 8, eerste lid, 4<sup>o</sup> en tweede lid, vervatte machtigingen kan nemen, kunnen niet van toepassing zijn op de in het wild levende dieren en hebben bijgevolg geen betrekking op de natuurbescherming en het natuurbehoud.

Artikel 8, eerste lid, 4<sup>o</sup>, en tweede lid, schenden de in het middel beoogde bepaling van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

#### Artikel 9

8.B7.1. Artikel 9, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup>, is niet van toepassing op de in het wild levende dieren en heeft dus geen betrekking op de natuurbescherming en het natuurbehoud.

Deze bepalingen schenden artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

8.B7.2. Artikel 9, 4<sup>o</sup>, moet redelijkerwijs zo worden begrepen dat het de bevoegdheid van het Gewest inzake het natuurlijke milieu niet aantast en heeft dus geen betrekking op de natuurbescherming en het natuurbehoud.

Die bepaling schendt artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

De artikelen 10 tot 14

8.B8. De artikelen 10 tot 14 hebben geen betrekking op de natuurbescherming en het natuurbehoud. Zij schenden artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

De artikelen 15 en 16

8.B9.1. Artikel 15, 1<sup>o</sup>, betreft enkel de fokdieren. Het houdt geen aantasting in van de gewestbevoegdheid om de handel in beschermde diersoorten, het loslaten van dieren in de natuur en het vangen ervan te regelen en heeft dus geen betrekking op de natuurbescherming en het natuurbehoud.

Artikel 15, 1<sup>o</sup>, schendt artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

8.B9.2. Artikel 15, 2<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>, en artikel 16 zijn niet van toepassing op de in het wild levende dieren en hebben dus geen betrekking op de natuurbescherming en het natuurbehoud.

Die bepalingen schenden artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

#### Artikel 17

8.B10. De in artikel 17 beoogde regelen voor de registratie, het merken en de identificatie van de dieren zouden, wat het merken betreft, toepasselijk kunnen worden gemaakt op de in het wild levende dieren.

Artikel 17 schendt artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 in zover de bepalingen betreffende het merken van toepassing kunnen zijn op de in het wild levende dieren.

Tweede middel

9.A.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet en artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen,

doordat talloze bepalingen van de aangevochten wet en met name, de artikelen 8, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, 11, 12, 13 en 14 maatregelen uitvaardigen of vermelden met als doel het verzamelen, het transport, de behandeling, de voorbereiding, het bezit en de verkoop, de invoer, de uitvoer en de doorvoer, de bestemming en de vernietiging van dierlijke of plantaardige stoffen, kadavers of karkassen van dieren, zonder territoriale begrenzing van de werkingssfeer van die maatregelen;

terwijl artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> van de bijzondere wet naar de Gewesten de bevoegdheid heeft overgeheveld om, op hun respectief grondgebied, de ophaling en verwerking van afvalstoffen te regelen.

9.A.2. De Ministerraad doet gelden dat de Gewesten, wat het leefmilieu betreft, alleszins bevoegd zijn voor de ophaling en verwerking van afvalstoffen.

De bepalingen van de aangevochten wet zouden geen verband houden met het leefmilieubeleid. Zij hebben de bevordering van de volksgezondheid en van de economische welvaart van de dierenhouders tot doel, zoals de Ministerraad het heeft uiteengezet bij de verwerping van het eerste middel.

Volgens de Ministerraad vereist de bestrijding van dierenziekten en de economische welvaart van de dierenhouders het slachten van besmette dieren wanneer dat noodzakelijk blijkt, de vernietiging van krenten en karkassen die niet voor menselijk verbruik geschikt zijn alsmede de behandeling van dierlijke produkten die niet voor menselijk verbruik bestemd zijn.

Ten overvloede laat de Ministerraad opmerken dat het regelen van het slachten van dieren en de vleeshandel duidelijk buiten de bevoegdheidssfeer van de regionale wetgever vallen.

9.A.3.1. Volgens de Vlaamse Executieve vloeit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet voort dat de Gewesten, met uitsluiting van de nationale wetgever, bevoegd zijn om de ophaling en verwerking van afvalstoffen te regelen, waarbij die termen moeten worden begrepen in de meest ruime betekenis, opslaan en verwijderen inbegrepen.

Het begrip « afvalstoffen » dekt onder meer alle afvalstoffen van plantaardige of dierlijke oorsprong met inbegrip van de dierenkrenten, ongeacht de vraag of die al dan niet kunnen worden gerecycleerd of moeten worden vernietigd.

Tenslotte vraagt de Vlaamse Executieve ervan uit te gaan dat de opmerkingen die ze bij het eerste middel over de bevoegdheden heeft gemaakt, hier als herhaald zouden worden beschouwd.

9.A.3.2. Mocht de bevoegdheidsverdelende regel aldus worden opgevat, dan zouden de artikelen 6, § 2, 8, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, 9, 2<sup>o</sup>, 10, 11, 12, 13, 14, 15 en 19 van de aangevochten wet in strijd zijn met die regel.

9.A.4. De Waalse Gewestexecutieve voert aan dat de term « afvalstoffen » in artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> van de bijzondere wet, moet worden opgevat in de generische betekenis, zodat de Gewesten principieel bevoegd zijn om iedere categorie van afvalstoffen, zonder onderscheid naar materie of oorsprong, te regelen.

Bovendien mogen de woorden « ophaling en verwerking » niet restrictief worden geïnterpreteerd, zoals het Hof dat heeft beslist bij arrest nummer 44, van 23 december 1987.

De genoemde Executieve doet gelden dat de bevoegdheid inzake afvalstoffen zou moeten worden gezien in het licht van de andere aan het Gewest toegewezen bevoegdheden, en met name de bevoegdheden inzake leefmilieu. Aldus moet het Gewest inzake het afvalstoffenbeleid rekening houden met de begrenzing van de gewestelijke bevoegdheid omschreven in artikel 6, § 1, III, 2°, van de bijzondere wet. Die grens is echter niet van toepassing wanneer de regionale wetgever maatregelen neemt die betrekking hebben op de ophaling en verwerking van afvalstoffen van verschillende aard of oorsprong.

Ten gunste van die precisering zegt conclusienemer dat de Gewesten, in tegenstelling tot wat de Minister-raad betoogt, bevoegd zijn om het slachten van al dan niet besmette dieren te regelen, evenals trouwens het transport van hun krengen en hun verwijdering.

Tenslotte stelt de Waalse Gewestexecutieve, zoals zij dat reeds bij de bespreking van het eerste middel heeft gedaan, dat de argumenten die de Ministerraad uit de doelstellingen van de wet afleidt, de basis zelf van de staatshervorming, die erin bestaat aan de Gemeenschappen en de Gewesten bij uitsluiting bevoegdheidspakketten toe te kennen, ondermijnt.

9.B.1. Artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 maakt de Gewesten bevoegd voor « de ophaling en verwerking van afvalstoffen ».

9.B.2. Gelet op de elementen van het geschil, dient allereerst te worden bepaald of dierenkrengen afvalstoffen zijn in de zin van de voormelde bepaling van de bijzondere wet en in herinnering te brengen wat de termen « ophaling » en « verwerking » in die bepaling inhouden.

9.B.3.1. Uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet blijkt dat als afvalstof is aangemerkt elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich vrijwillig ontdoet of de verplichting heeft zich te ontdoen krachtens wets- of verordeningbepalingen. Meer bepaald uit de commentaar op de juridische inhoud van het begrip « afvalstoffen » in de memorie van toelichting bij het ontwerp, blijkt dat het begrip onder meer de afvalstoffen van plantaardige en dierlijke oorsprong, in beginsel met inbegrip van dierenkrengen, omvat.

9.B.3.2. Uit de parlementaire voorbereiding, en met name uit het feit dat de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de bijzondere wet is geworden, uitdrukkelijk verwijst naar de definitie van artikel 1, b), van de richtlijn 75/442/EEG van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen, blijkt dat de begrippen « ophaling » en « verwerking » de volgende verrichtingen beogen :

— het ophalen, sorteren, vervoeren en behandelen van afvalstoffen, alsmede het opslaan en storten daarvan op of in de bodem;

— de verwerking, noodzakelijk voor hergebruik, terugwinning of recyclage van afvalstoffen.

9.B.3.3. Algemeen beschouwd zijn de dierenkrengen en de slachtafval afvalstoffen waarvan de vernietiging een vorm van verwerking is. Zodoende behoort de reglementering van die vernietiging tot de bevoegdheid van de Gewesten.

Er dient nochtans te worden opgemerkt dat wanneer een dier wordt geslacht met het oog op het verhandelen van het vlees, het kring of de karkas van dat dier slechts afval wordt door de beslissing van de veterinaire autoriteit, die eventueel als gevolg van analyses na het slachten wordt genomen en die het kring of de karkas definitief aan haar normale economische bestemming onttrekt.

Artikel 8, eerste lid, 1°

9.B.4. De nationale overheid is bevoegd om maatregelen tot bestrijding van ziekten bij huisdieren te nemen. De door de bestreden bepaling beoogde maatregelen vallen niet onder het begrip « ophaling en verwerking van afvalstoffen ».

Artikel 8, eerste lid, 1°, schendt de in het middel beoogde bepaling van de bijzondere wet niet.

Artikel 8, eerste lid, 3°.

9.B.5. De nationale wetgever is bevoegd de Koning ertoe te machtigen de afslachting of afmaking voor te schrijven van een huisdier dat door een dierenziekte is aangetast of van aantasting of besmetting verdacht wordt.

Uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten bepaling volgt dat de afmaking van het dier slechts betrekking heeft op dieren waarbij vóór de afmaking reeds is vastgesteld dat ze ongeschikt waren voor menselijk gebruik, terwijl de afslachting betrekking heeft op dieren waarvan het diergeneeskundig onderzoek pas na de afslachting plaats heeft.

De krengen van afgemaakte dieren die reeds aan hun normale economische bestemming waren onttrokken vóór de afmaking, vormen afvalstoffen in de zin van de bijzondere wet. Aangezien de nationale overheid bevoegd is inzake volksgezondheid, kan hij zulke krengen nochtans aan studies en laboratoriumanalyses onderwerpen. Slechts na het uitvoeren van die analyses of bij ontstentenis van de beslissing om ze uit te voeren, worden die krengen afvalstoffen.

Daarentegen moeten dieren, waarvan de afslachting is bevolen, normaal nog een diergeneeskundig onderzoek ondergaan. Pas nadat dat onderzoek heeft uitgewezen dat de krengen en karkassen van die dieren aan hun normale economische bestemming moeten worden onttrokken, worden ze afvalstoffen in de zin van de bijzondere wet.

In artikel 8, eerste lid, 3°, schenden de woorden « alsook de bestemming van de krengen of karkassen van de dieren of delen ervan bepalen » artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, in zover die krengen en karkassen afvalstoffen geworden zijn.

Artikel 8, eerste lid, 4°

9.B.6. De nationale wetgever schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet niet door de Koning ertoe te machtigen de afbraak voor te schrijven van gebouwen, met de middelen en op de wijze die Hij aanduidt, wanneer die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn. De term « afvalstoffen » slaat slechts op roerende goederen.

Dezelfde wetgever kan de Koning ertoe machtigen de vernietiging voor te schrijven van voertuigen, plantaardige of dierlijke producten, grondstoffen voor de landbouw en de veeteelt en alle andere goederen wanneer die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn. De beslissing waarbij de vernietiging wordt bevolen, heeft tot gevolg dat die voertuigen, producten, grondstoffen en goederen afvalstoffen worden, dus voorwerpen waarvan de houder zich moet ontdoen. Bijgevolg komt het de nationale overheid niet toe te beslissen met welke middelen en op welke manier die afvalstoffen zullen worden vernietigd.

Artikel 8, eerste lid, 4°, schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 in zover de woorden « met de middelen en op de wijze die Hij aanduidt » van toepassing zijn op andere dan onroerende goederen.

Artikel 8, tweede lid

9.B.7. Het tweede lid van artikel 8 dat betrekking heeft op de eventuele vergoeding bij beslissing tot afslachting, afbraak of vernietiging, schendt de in het middel beoogde bevoegdheidsregel niet.

Artikel 9, 2°

9.B.8. Die bepaling, die maatregelen ter voorkoming van ziekten inhoudt, schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

## Artikel 10

9.B.9. De bevoegdheid van het Gewest inzake afvalstoffen brengt de bevoegdheid met zich om de politie van de vuilnisbelten te regelen.

Artikel 10 schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

## Artikel 11

9.B.10.1. De indelving van dierenkrengen is een verwerking van afvalstoffen, die enkel door het Gewest kan worden geregeld.

Artikel 11, eerste lid, schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

9.B.10.2. Het komt de Gewesten toe de voorwaarden te bepalen waaraan de begraafplaatsen en crematoria voor dieren moeten voldoen. De uitoefening van die bevoegdheid mag echter geen afbreuk doen aan de andere, in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 omschreven bevoegdheidstoewijzingen en met name aan het voorbehoud dat de bijzondere wetgever ten aanzien van artikel 6, § 1, II, 1°, heeft geformuleerd. De nationale wetgever is bevoegd om de algemene en sectoriële normen inzake leefmilieu te bepalen ten aanzien van de in artikel 11 beoogde installaties.

Artikel 11, tweede lid, schendt artikel 6, § 1, II, 2° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, behalve in zover het de Koning machtigt algemene en sectoriële normen inzake leefmilieu vast te stellen.

## Artikel 12

9.B.11. Artikel 12 bepaalt de voorwaarden waaraan de voor dierenvoeding bestemde produkten moeten voldoen. Nu die produkten voor dat doel kunnen worden benut, zijn het geen afvalstoffen in de zin van de bijzondere wet.

Artikel 12 schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

## Artikel 13

9.B.12. Artikel 13 heeft geen betrekking op de afvalstoffen, aangezien het verwerkingsmateriaal dat het regelt, wordt gedefinieerd in artikel 1, 7, in tegenstelling tot het destructiemateriaal.

Artikel 13 schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

## Artikel 14

9.B.13. Artikel 14 regelt het « destructiemateriaal », een term die, volgens artikel 1, slaat op afvalstoffen van dierlijke oorsprong. Ten aanzien van het destructiemateriaal is het Gewest bevoegd inzake het ophalen, sorteren, vervoeren, behandelen, opslaan, storten, verwerken, hergebruiken en terugwinnen. De nationale overheid is bevoegd voor de invoer, de uitvoer en de doorvoer van dat materiaal.

Artikel 14 schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, behalve in zover het de invoer, de uitvoer en de doorvoer van het destructiemateriaal regelt.

## Artikel 15

9.B.14. Artikel 15 staat de Koning toe sanitaire maatregelen te nemen ten aanzien van verschillende goederen. Het houdt geen verband met de ophaling en de verwerking van afvalstoffen.

Artikel 15 schendt artikel 6, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

## Derde middel

10.A.1. De Waalse Gewestexecutieve voert een derde middel aan dat als volgt is geformuleerd :

« Schending van artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet en artikel 6, § 1, I, 1°, 3° en 5°, 6, § 1, II, 3°, 6, § 1, III, 1° en 3° en 6, § 1, IV.

Artikel 6, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 citeert bij de aangelegenheden bedoeld in artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet :

« I. Wat de ruimtelijke ordening betreft :

1° de stedenbouw en de ruimtelijke ordening;

2° (...);

3° de verkrijging, aanleg en uitrusting van gronden voor industrie, ambachtswezen en diensten;

4° (...);

5° de vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten;

6° (...).

II. Wat het leefmilieu betreft :

1° (...);

2° (...);

3° de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven (...).

III. Wat de landinrichting en het natuurbehoud betreft :

1° de ruilverkaveling van landeigendommen en de landinrichting;

2° (...);

3° de groengebieden, parkgebieden en groene ruimten.

IV. Wat de huisvesting betreft :

(...) de politie van woongelegenheden die gevaar opleveren voor de openbare reinheid en gezondheid.

Verscheidene aspecten van het leefmilieubeleid, bedoeld door die bepalingen van de bijzondere wet, zijn uitdrukkelijk naar de Gewesten overgeheveld.

De aangevochten wet schendt die bepalingen, met name door de Koning te machtigen om :

— de afbraak of de vernietiging voor te schrijven van gebouwen of alle andere goederen die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn (art. 8, 4°);

— de bestemming van krengen of karkassen van dieren aan te wijzen (art. 8, 3°);

— bepaalde verplichtingen op te leggen aan de eigenaars en houders van dieren (art. 7 en 9, 2°);

— verbod op te leggen om huisdieren op vuilnisbelten toe te laten (art. 10);

— het verkeer van personen en goederen binnen een aangewezen gebied te verbieden of te regelen (art. 9, 4°);

— het afzonderen van dieren die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn voor te schrijven (art. 9, 1°) ».

10.A.2.1. Volgens de Ministerraad is het middel, bij gebrek aan nauwkeurigheid, niet-ontvankelijk.

De Ministerraad verwijt verzoeker, enerzijds, een aantal bepalingen van de bijzondere wet en, anderzijds, een aantal bepalingen van de aangevochten wet te hebben opgesomd zonder te preciseren waarin elk van de bepalingen van de aangevochten wet een van de bevoegdheidsverdelende regels van de bijzondere wet schendt.

Om die reden kan het middel niet worden aangenomen.

10.A.2.2. Subsidiair zou het middel niet gegrond zijn omdat de verscheidene, door het middel beoogde bepalingen van de wet allemaal zouden bijdragen tot het nastreven van de doelstellingen die uitsluitend tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoren.

10.A.3. Volgens de Vlaamse Executieve heeft de Ministerraad zich met de bestreden wet de bevoegdheden aangematigd van de in het middel beoogde bepalingen van de bijzondere wet en dit vooral op het vlak van de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven en de politie van woongelegenheden die gevaar opleveren voor de openbare reinheid en gezondheid.

Volgens de Vlaamse Executieve zou die gewestbevoegdheid met name door de artikelen 6, § 2, 7, 8, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, 9, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, 10, 11, 12 tot 16 en 20 tot 31 van de aangevochten wet zijn geschonden.

Ten aanzien van de argumentatie van de Ministerraad over de doelstellingen van de wet, verwijst de Vlaamse Executieve naar de bespreking van het eerste middel betreffende de impliciete bevoegdheden en het evenredigheidsbeginsel.

10.A.4.1. De Waalse Gewestexecutieve verwerpt in haar conclusie de door de Ministerraad aangevoerde exceptie van niet-ontvankelijkheid.

Zij is van mening dat het middel in het verzoekschrift voldoende nauwkeurig is geformuleerd aangezien het de bepalingen van de Grondwet en van de bijzondere wet vermeldt waarop het middel berust, alsmede een lijst van de bepalingen van de wet waarvan het middel, mocht het gegrond worden verklaard, de vernietiging met zich brengt.

10.A.4.2. Wat de grond betreft, laat de Waalse Gewestexecutieve gelden dat aan ieder van de in het middel beoogde bepalingen diverse aspecten van het begrip « leefmilieu » vastzitten, die bij de bespreking van de eerste twee middelen nog niet werden aangetroffen. Die leefmilieu-aspecten zouden door diverse bepalingen van de bestreden wet zijn geregeld.

Volgens de Gewestexecutieve komt het de gewestelijke wetgevers toe, ieder wat hem betreft, de vernietiging en sloping van onroerende goederen te regelen, door de middelen en de wijze die zij aangeven. Zij vinden die bevoegdheid in de aangelegenheid « stedenbouw en ruimtelijke ordening » die hen is toegewezen. Die bevoegdheid vindt bovendien steun in andere, aan de Gewesten toegekende bevoegdheidspakketten, zoals de vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten, de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven en de politie van de woningen die gevaar opleveren voor de openbare reinheid en gezondheid.

De Waalse Gewestexecutieve betoogt bovendien dat de in het derde middel beoogde bevoegdheidspakketten de bevoegdheid van het Gewest om de bestemming van dierlijke of plantaardige afvalstoffen te regelen, bevestigen.

Door diezelfde bevoegdheidspakketten zouden de Gewesten ook de bevoegdheid hebben gekregen om in de zones of plaatsen die zij wensen te beschermen, het verkeer van dieren en personen, alsmede de voorwaarden waarin dieren kunnen worden gehouden, te regelen.

Tenslotte zegt de Waalse Gewestexecutieve dat zij de argumenten van de Ministerraad niet kan onderschrijven om de redenen die zij bij het eerste middel heeft uiteengezet.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

10.B.1. De middelen zijn slechts ontvankelijk wanneer zij vermelden of te verstaan geven welke de bevoegdheidsregel is die geschonden mocht zijn, welke de bepalingen zijn die deze regel mochten schenden en in welk opzicht diezelfde regel door de bedoelde bepalingen mocht zijn geschonden.

10.B.2. Ten deze geeft het middel aan het Hof niet te verstaan in welk opzicht, volgens de partijen, de verschillende erin beoogde bepalingen van de bijzondere wet door de vermelde artikelen zouden zijn geschonden, behalve ten aanzien van de schending van de gewestbevoegdheid inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw door artikel 8, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van de wet, in zover die bepaling de Koning ertoe machtigt de afbraak van gebouwen voor te schrijven, met de middelen en op de wijze die Hij aanduidt, wanneer die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn.

Het middel is ontvankelijk waar het is afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet door artikel 8, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van de wet van 24 maart 1987 in zover dat artikel de Koning ertoe machtigt de afbraak van gebouwen voor te schrijven, met de middelen en op de wijze die Hij aanduidt, wanneer die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn.

Ten gronde

10.B.3. De afbraak van een gebouw valt in beginsel onder de gelegenheid « stedenbouw en ruimtelijke ordening » en is bijgevolg een gewestelijke aangelegenheid.

De nationale wetgever kan de Koning ertoe machtigen de reiniging en de ontsmetting voor te schrijven van gebouwen die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn, zoals is voorgeschreven bij artikel 9, 2<sup>o</sup>, van de aangevochten wet. Wat de afbraak van een gebouw betreft is het echter van belang de juiste draagwijdte van de aan de Koning toegekende machtiging te bepalen. Indien zij zo zou worden uitgelegd dat zij de Koning ervan ontslaat rekening te houden met de door de gewestelijke regeling opgelegde verplichtingen die dwingend zijn voor de eigenaar, dan zou zij artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet schenden. Niets laat echter toe aan de voormelde machtiging een dergelijke draagwijdte te geven. De nationale wetgever stelt de Koning niet vrij van de naleving van de gewestelijke regeling.

Aldus uitgelegd schendt de in het middel onderzochte bepaling artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

Vierde middel

10.A.1. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van artikel 107 *quater* van de Grondwet en artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980,

doordat sommige bepalingen van de aangevochten wet, met name artikel 8, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, maatregelen uitvaardigen of vermelden die de leefmilieubescherming tot doel hebben;

terwijl artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet aan de Gewesten de bevoegdheid heeft overgedragen om op hun respectief grondgebied de leefmilieubescherming te regelen, met als enig voorbehoud de wettelijke, algemene en sectoriële normen.

Volgens verzoeker omvat het begrip « leefmilieubescherming » elk van de aspecten van het leefmilieubeleid die niet door andere bepalingen van de bijzondere wet zijn geregeld.

11.A.2. De Ministerraad doet opmerken, met verwijzing naar de eerder geformuleerde opmerkingen, dat de maatregelen die de Koning op grond van artikel 8, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de aangevochten wet gemachtigd is te nemen, bijdragen tot het nastreven van de doelstellingen van de wet.

Die maatregelen hebben geenszins betrekking op de leefmilieubescherming als dusdanig.

Subsidiair voert de Ministerraad aan dat de bepalingen van artikel 8, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de aangevochten wet wettelijke, algemene en sectoriële normen zijn die de nationale wetgever gemachtigd is te nemen en die door de decreetgever moet worden in acht genomen.

11.A.3. In haar memorie huldigt de Vlaamse Executieve dezelfde opvatting als de verzoekende partij wat de inhoud en de strekking van de aan het Gewest toegewezen aangelegenheid « bescherming van het leefmilieu » betreft.

Het middel heeft derhalve een subsidiair karakter. Mochten de artikelen van de aangevochten wet niet worden vernietigd wegens schending van de in de eerste drie middelen beoogde bepalingen van de bijzondere wet, dan moeten die artikelen in ieder geval worden vernietigd wegens miskennen van artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet.

Tenslotte verwerpt de Vlaamse Executieve, om de eerder aangegeven redenen, de argumenten van de Ministerraad die steunen op de doelstellingen van de wet.

11.A.4. In haar conclusie doet de Waalse Gewestexecutieve gelden dat de wettelijke algemene en sectoriële normen, die inzake leefmilieubeleid de enige uitzonderingen op de bevoegdheid van de Gewesten zijn, technische normen zijn, zoals door het Hof beslist bij arrest nr. 47 van 25 februari 1988.

De bepalingen van artikel 8 mogen niet als zulke normen worden beschouwd, zodat de door de Ministerraad subsidiair ontwikkelde argumenten moeten worden verworpen.

Tenslotte vraagt de Waalse Gewestexecutieve aan het Hof, in het kader van dit middel, de opmerkingen die zij ten aanzien van het hoofdargument van de Ministerraad heeft geformuleerd, als hier herhaald te beschouwen.

11.B.1. Artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet zijn :

...

II. Wat het leefmilieu betreft :

1<sup>o</sup> De bescherming van het leefmilieu, met eerbiediging van de wettelijke, algemene en sectoriële normen; »

Zowel uit de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet als uit de verdere parlementaire voorbereiding blijkt dat in artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, de term « bescherming van het leefmilieu » moet worden opgevat in de zin van onder meer de bestrijding van de water- en de luchtverontreiniging en van de geluidshinder.

De strijd tegen deze verontreiniging vormt slechts een gedeelte van de materies die onder het begrip « leefmilieu » ressorteren; de overige componenten worden evenwel geregeld onder andere punten van artikel 6.

11.B.2. De specifieke maatregelen ter voorkoming en bestrijding van ziekten, zowel bij de mens als bij het dier, behoren niet tot de bescherming van het leefmilieu.

Artikel 8, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, schendt artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

Vijfde middel

12.A.1.1. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet en artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen,

doordat artikel 32, § 2, van de aangevochten wet een « Fonds voor de gezondheid en de produktie van dieren » instelt, waarvan de Koning de organisatie, de samenstelling en de werkwijze bepaalt, en belast wordt met sommige bevoegdheden in de door de wet beoogde aangelegenheden;

terwijl de in het middel bedoelde bepaling aan de Gewesten de bevoegdheid heeft overgedragen om bij decreet de oprichting en de organisatie van inrichtingen en ondernemingen te regelen in het kader van de hun door de bijzondere wet toegewezen bevoegdheden.

12.A.1.2. In zijn conclusie stelt verzoeker dat uit de eerste vier middelen voortvloeit dat de aangevochten wet, met schending van de bevoegdheidsverdelende regels, aangelegenheden regelt die tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren. In die mate komt het, volgens de Waalse Gewestexecutieve, enkel de regionale wetgever toe een instelling van openbaar nut op te richten die met de behartiging van die aangelegenheden is belast.

12.A.2. In haar memorie stelt de Vlaamse Executieve dat het middel gegrond is om de door de Waalse Gewestexecutieve uiteengezette redenen.

12.A.3. De Ministerraad betoogt dat het « Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren » een budgettair fonds is, opgericht binnen de bevoegdheidsfeer van de nationale wetgever.

12.B. De wet kan binnen het kader van de bevoegdheid van de Staat, instellingen van openbaar nut en bedrijven oprichten. Zij kan zelfs begrotingsfondsen in het leven roepen.

Het bestreden artikel stelt een fonds in dat « tot doel heeft tussen te komen in de financiering van vergoedingen, toelagen en andere prestaties met betrekking tot de bestrijding van de dierenziekten en de verbetering van de hygiëne, de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke produkten ».

Uit het onderzoek van de voorgaande middelen volgt dat die opdracht binnen de bevoegdheidsfeer van de nationale wetgever valt.

Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van de territoriale omvang van de vernietiging

13.B. Aangezien, op het ogenblik waarop de aangevochten bepalingen zijn aangenomen, alleen de nationale overheid inzake regionaal beleid in het administratief arrondissement Brussel-hoofdstad bevoegd is, dient de vernietiging te worden beperkt tot het Waalse en het Vlaamse Gewest.

Betreffende de gevolgen van de vernietiging

14.B. Met het oog op rechtszekerheid, dient de terugwerking van de vernietiging van artikel 14, bij wege van algemene beschikking, te worden geschrapt, wat zowel de erkenning van de bedrijven, als de in § 3 van voormeld artikel 14 vastgestelde tarieven en vergoedingen betreft, zulks met toepassing, krachtens artikel 124 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, van artikel 6, tweede lid, van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Om die redenen,

Het Hof,

1. Vernietigt voor het Waalse en het Vlaamse Gewest :

1<sup>o</sup> artikel 8, eerste lid, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>, van de diergezondheidswet van 24 maart 1987 in zover het van toepassing is op de in het wild levende dieren;

2<sup>o</sup> in artikel 8, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de voormelde wet, de woorden « alsook de bestemming van de krenge en karkassen van de dieren of delen ervan bepalen » in zover die krenge en karkassen afvalstoffen geworden zijn;

3<sup>o</sup> in artikel 8, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van de voormelde wet, de woorden « met de middelen en op de wijze die Hij aanduidt » in zover ze van toepassing zijn op andere dan onroerende goederen;



- 4° artikel 10 van de voormelde wet;  
 5° artikel 11, eerste lid, van de voormelde wet;  
 6° artikel 11, tweede lid, van de voormelde wet, behalve in zover het de Koning machtigt de algemene en sectoriële normen inzake leefmilieu vast te stellen;  
 7° artikel 14 van de voormelde wet, behalve in zover het de invoer, de uitvoer en de doorvoer van het destructiemateriaal regelt;  
 8° artikel 17 van de voormelde wet, in zover het van toepassing is op het merken van de in het wild levende dieren.

2. Verwerpt het beroep voor het overige.

3. Handhaaft tot uiterlijk 31 december 1989 de gevolgen van het aldus vernietigde artikel 14 ten aanzien van alle, vóór de dag van de bekendmaking van dit arrest, op basis van dat artikel verleende vergunningen en alle vastgestelde tarieven en vergoedingen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 124 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof en van artikel 55 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof ter openbare terechtzitting van 31 januari 1989.

De griffier,  
 H. VAN DER ZWALMEN

De voorzitter,  
 Etienne GUTT

D. 89 — 452

### SCHIEDSGERICHTSHOF

#### URTEIL

Geschäftsverzeichnisnummer : 62

Urteil Nr. 1/89 vom 31. Januar 1989

*In Sachen* : Klage der Wallonischen Regionalexekutive auf Nichtigklärung des Tiergesundheitsgesetzes vom 24. März 1987.

Der Schiedsgerichtshof,  
 zusammengesetzt aus den Vorsitzenden E. Gutt und J. Delva, und den Richtern J. Sarot, J. Wathelet, M. Melchior, H. Boel und L. De Greve,  
 unter Assistenz des Kanzlers H. Van Der Zwalmen,  
 unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,  
 verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

#### I. Klagegegenstand

1. Mit Klageschrift vom 23. September 1987, die mit am 24. September 1987 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde, erhob die Wallonische Regionalexekutive Klage auf Nichtigklärung des Tiergesundheitsgesetzes vom 24. März 1987, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. April 1987.

#### II. Verfahren vor dem Hof

2.1. Durch Anordnung vom 28. September 1987 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung des Hofes bezeichnet.

Die durch Artikel 58 des besagten Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Oktober 1987.

Gemäss den Artikeln 59, § 1 und 113 desselben Gesetzes erfolgten die Benachrichtigungen über die Klageerhebung mit Einschreibebriefen, die am 9. Oktober 1987 bei der Post aufgegeben und am 13. Oktober 1987 den Adressaten zugestellt wurden.

Der Ministerrat hat am 9. November 1987 einen Schriftsatz eingereicht.

Die Flämische Exekutive hat am 10. November 1987 einen Schriftsatz eingereicht.

In Ausführung von Artikel 1 der Richtlinie des Hofes vom 15. Dezember 1987 (*Belgisches Staatsblatt* vom 29. Dezember 1987) wurden diese Schriftsätze mit am 4. Januar 1988 bei der Post aufgegebenem und am 5. Januar 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen den in Artikel 69 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 genannten Personen und Behörden mitgeteilt.

Die Flämische Exekutive hat am 4. Februar 1988 Anträge hinterlegt.

Der Ministerrat hat mit am 12. Februar 1988 bei der Post aufgegebenem und am 15. Februar 1988 bei der Kanzlei eingegangenem Einschreibebrief Anträge zukommen lassen.

Durch Anordnung vom 16. Februar 1988, verkündet auf von RA V. THIRY für die Wallonische Regionalexekutive und im Namen derselben an den Hof gerichtetes Ersuchen, wurde die der besagten Exekutive für die Hinterlegung von Anträgen eingeräumte Frist bis mit 4. März 1988 verlängert.

Von dieser Anordnung wurde die Klägerin mit am 16. Februar 1988 bei der Post aufgegebenem und am 17. Februar 1988 dem Adressaten zugestelltem Einschreibebrief in Kenntnis gesetzt.

Die Wallonische Regionalexekutive hat mit am 3. März 1988 bei der Post aufgegebenem und am 4. März 1988 bei der Kanzlei eingegangenem Einschreibebrief Anträge zukommen lassen.

In Ausführung von Artikel 3d der Richtlinie des Hofes vom 15. Dezember 1987 wurden diese Anträge mit am 10. März 1988 bei der Post aufgegebenen und am 11. März 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen mitgeteilt.

Durch Anordnung vom 21. Juni 1988 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 15. September 1988 anberaumt. Diese Anordnung wurde den Parteien mitgeteilt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit am 22. Juni 1988 bei der Post aufgegebenen und am 23. Juni 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

Durch Anordnungen vom 10. März 1988 und 15. September 1988 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 24. September 1988 bzw. 24. März 1989 verlängert.

In der Sitzung vom 15. September 1988 :

— sind erschienen :

RA V. THIRY, in Lüttich zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, rue de Fer 42, in 5000 Namur;

R.A. M. Mahieu und J.M. Van Der Mersch, in Brüssel zugelassene Anwälte, für den Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel;

R.A. P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassener Anwalt, für die Flämische Exekutive, Jozef-II-straat 30 in 1040 Brüssel;

— haben die Richter M. Melchior und L. De Greve Bericht erstattet;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

2.2. Nach Inkrafttreten des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof unterliegt das Verfahren gemäss Artikel 124 dieses Gesetzes weiterhin dem Gesetz vom 28. Juni 1983.

### III. In rechtlicher Beziehung

Bezüglich des angefochtenen Gesetzes

3. Das angefochtene Gesetz ist am 29. Januar 1987 bzw. am 26. Februar 1987 vom Senat und von der Abgeordnetenkommission verabschiedet worden. Es wurde am 24. März 1987 vom König sanktioniert und am 17. April 1987 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht (Berichtigung im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Juni 1987)

4. Das Gesetz umfasst 32 Artikel, die in 7 Kapitel zusammengefasst sind.

Kapitel I enthält allgemeine Bestimmungen. Der durch das Gesetz verfolgte Zweck — « die Bekämpfung von Tierkrankheiten mit dem Ziel, die öffentliche Gesundheit und das wirtschaftliche Wohlergehen der Tierhalter zu fördern » — ist in Artikel 2 dargelegt, nachdem in Artikel 1 verschiedene für die Anwendung des Gesetzes notwendige Begriffsbestimmungen gegeben wurden.

Kapitel II, Artikel 2, bis 5, betrifft die Vereinigungen und Verbände, die sich der Bekämpfung von Tierkrankheiten widmen. Diese Vereinigungen und Verbände werden vom Landwirtschaftsministerium anerkannt, der darüber hinaus verschiedene Überwachungsmaßnahmen auf deren leitende Organe ausübt; sie wirken an dem Zustandbringen ihres Zwecks mit der Veterinärniederungsstelle des Landwirtschaftsministeriums zusammen.

Kapitel III, Artikel 6 bis 9, behandelt die Sondermaßnahmen zur Verhütung und Bekämpfung bestimmter Tierkrankheiten.

Artikel 6 bestimmt in Paragraph 1, dass nur die vom König bezeichneten Krankheiten den Bestimmungen dieses Kapitels unterworfen sind, und ermächtigt in Paragraph 2 die Veterinärniederungsstelle des Landwirtschaftsministeriums, im Falle drohender Ansteckungsgefahr durch eine vom König nicht festgesetzte Verseuchungskrankheit Massnahmen zu treffen, deren Wirkung eine Frist von dreissig Tagen nicht überschreitet

Artikel 7 erlaubt dem König, sowohl den Verantwortlichen eines Tieres als auch die Tierärzte zu verpflichten, jedes Auftreten bzw. jedes Anzeichen des Auftretens von Tierkrankheiten anzuzeigen. Er bestimmt ebenfalls, dass der König dem Verantwortlichen des Tieres das Einschreiten eines Tierarztes mit dem Auftrag, die von der Veterinärniederungsstelle getroffenen Entscheidungen zur Durchführung zu bringen, auferlegen darf.

Die Artikel 8 und 9 führen die anderen Massnahmen auf, die der König zur Verhütung und Bekämpfung bestimmter Tierkrankheiten treffen darf.

« Artikel 8. Der König darf :

1° alle Massnahmen treffen, die den Zweck verfolgen, die Krankheiten zu bekämpfen, auszurotten und deren Verbreitung sowie deren Eintreffen im Inland oder deren Ausdehnung im Ausland zu verhindern;

2° alle oder bestimmte Methoden der Bekämpfung von Tierkrankheiten, andere als diejenigen, die Er festgesetzt hat, untersagen;

3° das Abschachten oder die Tötung infizierter oder infektiöser Tiere innerhalb einer Frist und an dem Ort, die Er bezeichnet, anordnen und die Bestimmung der Kadaver oder Karkassen der Tiere oder Teile derselben festlegen;

4° den Abbruch bzw. die Vernichtung von Gebäuden, Fahrzeugen, tierischen und pflanzlichen Erzeugnissen für Landwirtschaft und Viehzucht bestimmten Rohstoffen und allen anderen Erzeugnissen, die infiziert oder infektiös sind, vorschreiben, und zwar mit den Mitteln und auf die Art und Weise, die Er bezeichnet.

Er legt fest, in welchem Masse und unter welchen Bedingungen im Falle der Anwendung der unter 3° und 4° vorgesehenen Massnahmen eine Entschädigung gewährt werden darf.

Artikel 9. Der König darf

1° die Beobachtung, Isolierung, Sequestrierung oder Quarantäne infizierter oder infektiöser Tiere anordnen und die Kosten dieser Massnahmen dem Verantwortlichen auferlegen.

2° zu Lasten des Verantwortlichen die Reinigung und Desinfizierung der Gebäude, Utensilien, Transportmittel, sowie aller Erzeugnisse, die Träger von Krankheiten oder Ansteckungsstoffen sind oder sein könnten vorschreiben, und zu diesem Zweck ebenfalls alle Produkte und deren Anwendungsweise vorschreiben

3° die Ansammlung, den Verkehr und die Beförderung von Tieren untersagen bzw. regeln.

4° den Personen- und Güterverkehr in einem bestimmten Gebiet untersagen.

5° den Modus und die Bedingungen der Probenentnahme bestimmen, die Analysemethoden festlegen und den Tarif der Analysen und die Anerkennungsbedingungen der Laboratorien festsetzen. Er darf die Durchführung gewisser Analysen ausschliesslich den von ihm bezeichneten Laboratorien vorbehalten.

6° den Besitz, die Vermarktung, den Verkauf, den Ankauf, den Austausch, die unentgeltliche oder entgeltliche Abtretung sowie den Transport eines Tieres, an dem eine untersagte Behandlung angewandt wurde oder eines Tieres, an dem eine angewiesene Behandlung nicht oder in vorschriftswidriger Weise angewandt wurde untersagen. »

Kapitel IV, Artikel 10 bis 19, behandelt die allgemeinen Massnahmen zur Verhütung und Bekämpfung von Tierkrankheiten

Artikel 10 untersagt den Zugang von Haustieren zu Muldeponien

Artikel 11 ermächtigt den König, das Vergraben von Kadavern und Karkassen gewisser von ihm benannten Tiere zu untersagen und die Bedingungen zu bestimmen, die die Vergrabungsplätze und Krematorien für die Vergrabung bzw. Vernichtung der Kadaver gewisser Tierarten zu erfüllen haben

Artikel 12 ermächtigt den König, die Bedingungen der Einsammlung, Beförderung, Behandlung und Verwendung von tierischen und pflanzlichen Erzeugnissen, die für den menschlichen Verbrauch nicht untauglich sind oder für nicht untauglich erklärt worden sind, und die für die Ernährung von Tieren bestimmt sind, zu erfüllen haben. Der König darf die Tätigkeiten der Personen, die diese Verrichtungen vornehmen, einer vorherigen Anerkennung unterwerfen.

Artikel 13 ermächtigt den König, unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Seuchenbekämpfungsmittel und über die für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehsucht bestimmten Rohstoffe, sanitäre Bedingungen für die Herstellung, die Ein-, Aus- und Durchfuhr, die Zurichtung, den Verkauf, die Haltung sowie die Beförderung der zu behandelnden Stoffe vorzuschreiben, die in Artikel 1 als andere tierische Erzeugnisse als diejenigen, die vernichtet werden müssen, definiert und nicht für den menschlichen Verbrauch bestimmt sind. Im Hinblick auf die vom Minister zu erteilende Anerkennung darf der König die Bedingungen festlegen, die für die Herstellung, die Verarbeitung und die Zurichtung der zu behandelnden Stoffe zu erfüllen sind.

Artikel 14, Paragraph 1, überträgt dem König die Festlegung der Bedingungen für die Einsammlung, die Beförderung, die Ein- und Ausfuhr sowie die Behandlung der zu vernichtenden Stoffe, wobei es sich laut Artikel 1 um die Tierkadaver und die tierischen Erzeugnisse handelt, die laut Entscheidung der Behörde für den menschlichen Verbrauch ungeeignet sind oder für ungeeignet erklärt worden sind. Artikel 14, Paragraph 2, bestimmt, dass die zu vernichtenden Stoffe von und in Vernichtungsbetrieben, deren Anerkennungsbedingungen laut Paragraph 3 und 5 desselben Artikels vom König festzulegen sind, eingesammelt, befördert, eingeführt und behandelt werden darf. Obendrein erteilt Paragraph 3 dem König die Zuständigkeit, die Bedingungen der Vermarktung und Bestimmung der aus der Verarbeitung des zu vernichtenden Materials gewonnenen Produkte festzulegen. Schliesslich sieht Paragraph 4 vor, dass die Vernichtungsbetriebe gemeinnützige Betriebe sind und der Requisitionsmöglichkeit unterliegen.

Im Hinblick auf die Bekämpfung von Tierkrankheiten erlaubt Artikel 15 dem König, unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, 1° die Bedingungen festzulegen, die die Tiere, die tierischen Erzeugnisse, die pflanzlichen Erzeugnisse und die Substrate zu erfüllen haben, um vermarktet, erworben, zum Verkauf angeboten, ausgestellt, unentgeltlich oder entgeltlich veräussert, ein-, aus- oder durchgeführt zu werden; 2° die Ein-, Aus- oder Durchfuhr von Tieren, tierischen Erzeugnissen, Pflanzen und Substraten zu untersagen und zu regeln; 3° die Tätigkeiten der Personen, die die unter 1° angegebenen Verrichtungen ausführen, einer vorherigen Anerkennung zu unterwerfen und 4° die Bedingungen festzulegen, denen die Erlangung und die Beibehaltung der Anerkennung unterliegen.

Artikel 16 bestimmt in seinem ersten Absatz, dass der König die Bedingungen festlegen darf, die die Räumlichkeiten und Freigelände, wo die Ansammlungen von Tieren für Ausstellungen, Märkte, Messen, Wettbewerbe, Regatachtungen, sportliche Veranstaltungen und Verkäufe stattfinden, erfüllen müssen, und sieht in seinem zweiten Absatz vor, dass der König die Bedingungen festlegen darf, die die auf dem Gebiet der künstlichen Befruchtung oder der Embryo-Übertragung spezialisierten Einrichtungen und Betriebe zu erfüllen haben.

Artikel 17 ermächtigt den König, die Vorschriften bezüglich der Eintragung, Markierung und Identifizierung der Tiere und Viehbestände festzulegen und die Bedingungen, die die Identifizierungsunterlagen erfüllen müssen, um zugelassen zu werden, sowie die Bedingungen ihrer Verteilung, Eintragung und Verwendung festzusetzen.

Artikel 18 ermächtigt den König, die Dokumente, Kennzeichen und anderen Angaben festzulegen, die nachweisen oder bestätigen, dass die durch das Gesetz und durch die Durchführungserlasse festgelegten Bedingungen gegeben sind.

Artikel 19 beauftragt namentlich die Veterinärdienststelle des Landwirtschaftsministeriums mit der sanitären Überprüfung der für die Aus-, Ein- und Durchfuhr bestimmten Tiere und tierischen Erzeugnisse sowie mit der Aushändigung der Dokumente, die sich auf diese Überprüfung beziehen. Dazu kann die besagte Dienststelle alle zweckdienlichen Massnahmen treffen.

Kapitel V, Artikel 20 bis 22, handelt von der Ermittlung und Feststellung von Verstössen gegen das Gesetz und dessen Durchführungserlasse.

Kapitel VI, Artikel 23 bis 28, handelt von den Straf- und Verwaltungsanktionen.

Kapitel VII, Artikel 29 bis 32, enthält verschiedene Bestimmungen.

Artikel 29 ermächtigt den König, dem für die Landwirtschaft zuständigen Minister die Ausübung der durch die anderen Gesetzbestimmungen vorgesehenen Befugnisse zu übertragen.

Artikel 30 bestimmt, dass die durch das Gesetz bezeichneten Bescheinigungen und Zeugnisse in mehreren Sprachen ausgestellt werden dürfen, wenn sie für den internationalen Gebrauch bestimmt sind.

Artikel 31 erlaubt, die Verstösse gegen die Verordnungen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft bezüglich der durch das Gesetz geregelten Angelegenheiten zu bestrafen und im Rahmen dieser Angelegenheiten mittels eines im Ministerrat verhandelten königlichen Erlasses alle Massnahmen zu treffen, die für die Durchführung der von der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auferlegten Verpflichtungen erforderlich sind.

Artikel 32 enthält in seinen Paragraphen 1, 3 und 4 Aufhebungs-, Abänderungs- und Übergangsbestimmungen und sieht in seinem Paragraph 2 die Gründung eines « Tiergesundheits- und -produktionsfonds » vor, der den Zweck verfolgt, in der Finanzierung der Entschädigungen, Subventionen und anderen Leistungen hinsichtlich der Bekämpfung von Tierkrankheiten, und der Verbesserung der Hygiene, Gesundheit und Qualität der Tiere und Tierprodukte zu intervenieren.

Bezüglich der Parteien

5. Die streitenden Parteien sind die Wallonische Regionalexekutive, die die Klage erhoben und Anträge hinterlegt hat, der Ministerrat und die Flämische Exekutive, die beide einen Schriftsatz und Anträge hinterlegt haben.

Bezüglich des Klagegegenstands und der Anrufung des Hofes

6.B.1. Die Untersuchung der angefochtenen Artikel gibt keinen Anlass zur Anwendung der Bestimmungen des Sondergesetzes vom 8. August 1988, sondern derjenigen des Sondergesetzes vom 8. August 1980, die zum Zeitpunkt der Verabschiedung der angefochtenen Bestimmungen galten.

6.B.2. Das Dispositiv der Klageschrift bezweckt die Nichtigerklärung des Gesetzes vom 24. März 1987 in seiner Gesamtheit. Die Klägerin legt jedoch nicht dar, inwiefern die anderen Bestimmungen dieses Gesetzes als diejenigen der Artikel 7 bis 17 und 32, § 2, die Vorschriften, die die jeweilige Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festlegen, verletzt haben sollen.

6.B.3. Aus der Darlegung der Klagegründe geht hervor, dass die Klage ausschliesslich gegen die Artikel 7 bis 17 und 32, § 2, gerichtet ist. Der Hof, der die Tragweite der Klage von dem Inhalt der Klageschrift ausgehend bestimmen muss, stellt fest, dass dieselbe sich darauf beschränkt, die Nichtigerklärung der Artikel 7 bis 17 und 32, § 2 des Tiergesundheitsgesetzes vom 24. März 1987 zu beantragen.

Aus der Tatsache, dass nur der Inhalt der Klageschrift den Gegenstand derselben bestimmt, geht hervor, dass jede von der klagenden Partei nicht formulierte Klage von der Verhandlung auszuschliessen ist. Dieser Grundsatz kann den Hof nicht daran hindern, nach kontradiktorischer Verhandlung neue Klagegründe gegen die von der klagenden Partei angefochteten Artikel entgegenzunehmen, auch wenn diese Klagegründe diejenigen der Klageschrift zwar übernehmen, aber auf Bestimmungen gerichtet sind, die vom Kläger in anderen Klagegründen angefochten werden. So kann der Hof ebenfalls Bestimmungen, die nicht vom Kläger angefochten werden aber untrennbar mit denselben verbunden sind, für nichtig erklären.

Die von der Flämischen Exekutive bei der Erörterung der einzelnen Klagegründe vorgebrachten und sich auf die Artikel 7, bis 17 und 32, § 2, des Gesetzes vom 24. März 1987 beziehenden Anträge auf Nichtigerklärung fallen mit dem Klagegegenstand zusammen; die von derselben Exekutive vorgebrachten Anträge auf Nichtigerklärung, die auf andere Bestimmungen des vorerwähnten Gesetzes hinauszielen, sind von der Verhandlung auszuschliessen.

Bezüglich der Klagegründe

7. Die Wallonische Regionalexekutive macht fünf Klagegründe geltend.

Erster Klagegrund

8.A.1. Der erste Klagegrund stützt sich auf die Verletzung des Artikels 107quater der Verfassung und des Artikels 6, § 1, III, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen,

indem zahlreichen Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes, namentlich die Artikel 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16 und 17 Massnahmen erliessen oder erwähnten, die für die Tierarten oder Pflanzengattungen bestimmt seien, und diese Massnahmen sich weder in bezug auf deren Gegenstand noch auf deren örtlichen Anwendungsbereich begrenzt seien,

während Artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, des Sondergesetzes den Regionen die Zuständigkeit übertragen habe, in ihrem jeweiligen Gebiet den Schutz der Pflanzengattungen, der Tierarten und deren Kadaver zu regeln, unter dem einzigen Vorbehalt der Massnahmen bezüglich der Ein-, Aus- und Durchfuhr nicht einheimischer Pflanzengattungen, nicht einheimischer Tierarten und deren Kadaver.

8.A.2. Der Ministerrat macht geltend, dass die den Gemeinschaften und Regionen übertragene Zuständigkeit in der Form von Zielsetzungen ausgedrückt worden sei, und dass diese Zuständigkeit nur angewandt werden könne, um sie zu verwirklichen. Die den Gemeinschaften und den Regionen nicht zugewiesenen Zielsetzungen unterlägen weiterhin der – residualen – Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers.

Für die Durchführung der Zielsetzungen, die weiterhin seiner Zuständigkeit unterlägen, sei ausschliesslich der nationale Gesetzgeber befugt, alle erforderlichen Massnahmen zu treffen, die sich gegebenenfalls auf die Angelegenheiten bezögen, die, was deren Gegenstand betrifft, den Gemeinschaften und Regionen übertragen worden seien. Zur Bekräftigung führt der Ministerrat namentlich ein Urteil der Verwaltungsabteilung des Staatsrates vom 4. April 1986 an, das besagt: « Die nationale Obrigkeit ist befugt, alle für die Ausübung ihrer Zuständigkeiten erforderlichen Massnahmen zu treffen; (...) wenn man vermeiden will, dass die nationale Obrigkeit im Rahmen ihres eigenen Zuständigkeitsbereichs beeinträchtigt wird, muss man zulassen, dass sie auch für die Angelegenheiten, die die Verfassung und das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen der Zuständigkeit der Regionen zugeteilt hat, alle Massnahmen treffen darf, die zur Ausübung der besagten (nationalen) Zuständigkeiten erforderlich sind ».

So lauteten – dem Ministerrat zufolge – die Grundsätze. In Übereinstimmung mit denselben scheine es angebracht, in dieser Angelegenheit einerseits die den Regionen zugewiesenen Zielsetzungen und andererseits die angefochtenen Bestimmungen des Gesetzes vom 24. März 1987 nach Massgabe ihrer Zielsetzungen gegenüberzustellen.

Nach Artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup>, des Sondergesetzes sei die Region für den Schutz und die Erhaltung der Natur zuständig; der Verwirklichung dieser Zielsetzung stehe das Gesetz vom 24. März 1987 fremd gegenüber. Die Zweckbestimmung des umstrittenen Gesetzes bestehe ausschliesslich in der Förderung der öffentlichen Gesundheit und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Tierhalter; diese Zielsetzungen gehörten unzweifelhaft zur Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers.

Der Ministerrat bemerkt, dass, um diese zwei Zielsetzungen zu erreichen, es dem nationalen Gesetzgeber unerlässlich erschienen sei, Bestimmungen für alle Tierarten – sowohl für die Haustiere als auch für die freilebenden Tiere – vorzusehen, da eine wirksame Bekämpfung einer eventuellen Ansteckung der Haustiere und gegebenenfalls der Menschen im Interesse der öffentlichen Gesundheit oder des wirtschaftlichen Wohlergehens verlange, Massnahmen für alle Tiere zu treffen oder den König dazu zu ermächtigen.

Dem Ministerrat zufolge sei der erste Klagegrund nicht begründet, da die Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes die jeweiligen Zielsetzungen des Staates und der Regionen berücksichtigten.

8.A.3.1. Der Flämischen Exekutive zufolge stütze sich die Argumentation des Ministerrats einerseits auf eine Behauptung, nach der das öffentliche Gesundheitswesen ausschliesslich der nationalen Zuständigkeit unterläge, und baue sie auf einer Theorie auf, die es einem jeden Normgeber erlauben würde, die Verwirklichung der Zielsetzungen über die 1980 vorgenommene Verteilung der materiellen Zuständigkeiten hinaus anzustreben.

Die Flämische Exekutive erklärt, weder diese Behauptung annehmen, noch die vorgeschlagene Theorie teilen zu können, wenigstens so wie letztere vom Ministerrat dargelegt sei.

8.A.3.2. Die Flämische Exekutive ist der Meinung, dass die Zuständigkeit auf dem Gebiet des öffentlichen Gesundheitswesens keine ausschliessliche nationale Zuständigkeit geblieben sei.

Sie macht geltend, dass nicht in Abrede gestellt werden könne, dass die Regionen auf Grund von Artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup> und IV des Sondergesetzes hinsichtlich der « Überwachung gefährlicher, ungesunder und störender Einrichtungen » und der « Überwachung der Wohnungen, welche die öffentliche Sauberkeit und Gesundheit gefährden », ausschliessliche Rechtsetzungsbefugnis hätten.

Parallel zu dieser Anerkennung – im Text selbst des Sondergesetzes – einer regionalen Zuständigkeit auf dem Gebiet des öffentlichen Gesundheitswesens kämen zahlreiche andere regionale Zuständigkeiten, die der Sondergesetzgeber offenkundig im Hinblick auf die Verwirklichung von « Zielsetzungen » formuliert habe, wie z.B. die Raumordnung, die Umwelt, die Erhaltung der Natur oder die Wasserpolitik, dem öffentlichen Gesundheitswesen ganz oder teilweise zugute. Dies gelte namentlich für den Abtransport und die Verwertung von Abfällen, den Schutz und die Erhaltung der Natur, die Grünzonen, die Wälder, die Klär- und Entwässerungsanlagen, Angelegenheiten, die nicht geregelt werden könnten, ohne den Anforderungen, des öffentlichen Gesundheitswesens Rechnung zu tragen.

Der Ausgangspunkt der Argumentation des Ministerrats beruhe — der Flämischen Exekutive zufolge — somit auf einer Unrichtigkeit.

8.A.3.3. Was die Verwirklichung der Zielsetzungen des nationalen Gesetzgebers betrifft, ist die Flämische Exekutive der Meinung, dass man annehmen müsse, dass der nationale Gesetzgeber auch auf die impliziten Befugnisse und nötigenfalls sogar auf die Regel, die Artikel 10 des Sondergesetzes den Gemeinschaften und Regionen gegenüber vorsieht, zurückgreifen könne.

Dabei dürfe der nationale Gesetzgeber, genauso wie die Gemeinschafts- und Regionaldekretegeber, die Grenzen des Vernünftigen nicht überschreiten. In vorliegendem Fall sähen sich die Regionaldekretegeber in die Unmöglichkeit versetzt, ohne mit den Vorschriften des angefochtenen Gesetzes oder mit den vom König erlassenen Vorschriften in Konflikt zu geraten, der Politik des Naturschutzes und der Naturerhaltung, die ihnen ausschliesslich zuerkannt worden sei, einen wirklichen Inhalt zu verleihen.

Daraus ergebe sich, laut der Flämischen Exekutive, dass der nationale Gesetzgeber, um das öffentliche Gesundheitswesen und um das wirtschaftliche Wohlergehen der Tierhalter zu fördern, zumindest den Verhältnismässigkeitsgrundsatz verletzt habe.

8.A.3.4. Aus diesen Gründen ersucht die Flämische Exekutive den Hof, die Artikel 4, 6 bis 9 und 10 bis 19 des angefochtenen Gesetzes wegen Verletzung der im Klagegrund bezeichneten Zuständigkeitsverteilungsvorschriften für nichtig zu erklären.

8.A.4.1. In ihren Anträgen stellt die Exekutive der Wallonischen Region die Behauptung auf, dass Titel « III. Was die Ländernerneuerung und Naturerhaltung betrifft », unter dem in Artikel 6 des Sondergesetzes die Zuständigkeit der Region auf dem Gebiet des Schutzes und der Erhaltung der Natur zum Ausdruck komme, nicht als eine Zielsetzung ausgelegt werden könne, die die Regionen notwendigerweise in der Ausübung dieser Zuständigkeit anstreben sollte.

Diesbezüglich bemerkt die Wallonische Regionalexekutive, dass diese Zuständigkeit unter einem anderen Titel in den Entwurf des Sondergesetzes aufgenommen worden sei, da die jetzige Struktur des Artikels 6 ihren Ursprung in einem Abänderungsantrag gefunden habe, der vom Senatsausschuss für Verfassungsänderung und institutionelle Reformen angenommen worden sei. Sie erinnert daran, dass bei der Annahme dieses Abänderungsantrags der für institutionelle Reformen zuständige Minister (F) vorgeschlagen habe, eine Nachprüfung der Texte vorzunehmen, um sich davon zu vergewissern, dass die Abänderung nicht die Hauptsache der im Entwurf enthaltenen Vorschläge berührte, und dass derselbe Minister späterhin dem Ausschuss mitgeteilt habe, dass « die Zuständigkeiten der Regionen, so wie sie in dem angenommenen Artikel bestimmt sind, keineswegs durch die Überschriften über der Aufzählung der Angelegenheiten abgeändert werden ». Sie zitiert schliesslich eine Erklärung, die der Minister der institutionellen Reformen (F) vor dem für Verfassungsänderung und institutionelle Reformen zuständigen Kammerausschuss abgegeben habe, laut der « nicht die Erwähnungen die hinter den römischen Ziffern (...) sondern diejenigen hinter den arabischen Ziffern (...) für die richtige Auslegung des Artikels 6 ausschlaggebend sind ».

8.A.4.2. Die Wallonische Regionalexekutive fügt hinzu, dass es übertrieben sei zu behaupten, dass die regionalen Zuständigkeiten sowohl hinsichtlich der Angelegenheiten als auch der zu verfolgenden Zielsetzungen begrenzt seien.

Eine solche Auffassung entspreche, wie schon dargelegt, nicht derjenigen des Sondergesetzgebers; sie könne auch nicht auf der Verfassung fussen, die in ihren Artikeln 26 bis und 107quater die regionalen Zuständigkeiten lediglich materiengemäss betrachte.

8.A.4.3. Was Artikel 10 des Sondergesetzes betrifft, macht die Wallonische Regionalexekutive geltend, dass diese Bestimmung nicht die Gemeinschaften und die Regionen ermächtigen könne, auf Zuständigkeiten, die die Verfassung dem Gesetz vorbehalten habe, übergreifen. Es wäre somit nicht sicher, dass sich die nationale Obrigkeit auf Artikel 10 berufen könne, um auf die Zuständigkeiten der Gemeinschaften und Regionen, die alle zugewiesene Zuständigkeiten seien, übergreifen zu können.

Ganz subsidiär könne die Exekutive der Wallonischen Regionalexekutive annehmen, dass der nationale Gesetzgeber sich auf Artikel 10 des Sondergesetzes berufe. Im vorliegenden Fall seien jedoch die Bedingungen dieses Artikels nicht erfüllt.

8.A.5. In seinen Anträgen antwortet der Ministerrat auf die Argumente bezüglich der Zuständigkeitsverteilung im Bereich des öffentlichen Gesundheitswesens und bezüglich des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes.

Der Ministerrat erkennt an, dass gewisse Aspekte des öffentlichen Gesundheitswesens der Zuständigkeit der Gemeinschaften und Regionen übertragen worden seien. Er weist jedoch darauf hin, dass das öffentliche Gesundheitswesen und das wirtschaftliche Wohlergehen dadurch, dass sie sich im vorliegenden Fall auf eine landwirtschaftliche Angelegenheit bezögen, keineswegs der Zuständigkeit der Regionen unterlägen.

Angesichts der Argumentation der Flämischen Exekutive, die diese aus der Missachtung des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes schöpft, weist der Antragsteller darauf hin, dass, um den in Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes formulierten Zielsetzungen zu begegnen, es unerlässlich und erst recht nicht unverhältnismässig sei, Bestimmungen sowohl für die landwirtschaftlichen als auch für die freilebenden Tiere zu treffen.

Der Ministerrat ist der Ansicht, dass alle Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes gewissenhaft den durch die Zielsetzungen dieses Gesetzes festgelegten Rahmen einhielten.

8.B.1. Artikel 6, § 1, III, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980 überträgt den Regionen « den Schutz und die Erhaltung der Natur, mit Ausnahme der Ein-, Aus- und Durchfuhr nicht einheimischer Pflanzengattungen sowie nicht einheimischer Tierarten und deren Kadaver ».

Aus den vorbereitenden Arbeiten zu dieser Bestimmung geht hervor, dass die somit der Region übertragene Zuständigkeit sich hauptsächlich auf jene Angelegenheiten bezieht, die bis dahin durch das Landschaftsschutzgesetz vom 12. August 1911 geregelt wurden, sowie auf jene Angelegenheiten, die damals durch das Naturerhaltungsgesetz vom 12. Juli 1973 geregelt wurden, jedoch mit Ausnahme der durch Artikel 5 dieses Gesetzes geregelten Angelegenheit.

Die Erhaltung der Natur bezweckt, wie das vorerwähnte Gesetz vom 12. Juli 1973 bereits in seinem Artikel 1 präzisiert, die Eigenart, die Verschiedenheit und die Unversehrtheit der natürlichen Umwelt durch Schutzmassnahmen für die Pflanzen- und Tierwelt, deren Gattungen und Hausrassen, sowie den Boden, den Untergrund, die Gewässer und die Luft zu wahren.

8.B.2. Der für den Schutz und die Erhaltung der Natur zuständige Normgeber ist unter Ausschluss aller anderen dazu ermächtigt, Massnahmen zur Bekämpfung der Krankheiten bei freilebenden Tieren zu treffen. Der Umstand, dass diese Krankheiten sich auf den Tierbestand übertragen können, nimmt keineswegs diesen Massnahmen den Charakter von Massnahmen zum Schutz und zur Erhaltung der Tierwelt weg. Genauso wenig wird eine Massnahme zur Bekämpfung der Krankheiten bei Haustieren eine Massnahme zum Schutz und zur Erhaltung der Natur durch die alleinige Tatsache, dass sie direkt oder indirekt auch den freilebenden Tieren zugute kommt.

8.B.3. Was den Aufbau des Tiergesundheitsgesetzes vom 24. März 1987 betrifft, stellt der Hof fest, dass dieses Gesetz die Bekämpfung von Tierkrankheiten bezweckt, um einerseits die öffentliche Gesundheit zu schützen, und andererseits das wirtschaftliche Wohlergehen der Tierhalter zu fördern (Artikel 2 des Gesetzes).

Die behandelte Angelegenheit fügt sich in den Rahmen der Landwirtschafts- und der Gesundheitspolitik ein. Keiner von beiden Bereichen wurde bei der Ausarbeitung der Artikel 59bis und 107quater der Verfassung an sich der Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers entzogen, auch wenn den Gemeinschaften bestimmte Zuständigkeiten zugewiesen wurden, die unmittelbar oder mittelbar zu den Bereichen des Gesundheitswesens oder der Landwirtschaft gehören.

So wurden die Gemeinschaften im Rahmen der Gesundheitspolitik für zuständig erklärt, was bestimmte Aspekte der gesundheitlichen Versorgung, der Gesundheitserziehung und der präventiven Gesundheitspflege anbelangt (Artikel 5, § 1, I des Sondergesetzes). Es kann ebenfalls gesagt werden, dass die öffentliche Gesundheit eine der Finalitäten der drei Angelegenheiten darstellt, die den Regionen im Umweltbereich zugewiesen wurden (Artikel 6, § 1, II des Sondergesetzes).

Was die Landwirtschaftspolitik betrifft, ist festzuhalten, dass diese genauso wenig in all ihren Aspekten ein der nationalen Ebene vorbehalten Bereich geblieben ist. Gewisse Zuständigkeiten der Regionen im Bereich der Raumplanung (Artikel 6, § 1, I des Sondergesetzes), der Umwelt (idem II), der Landerneuerung und Naturerhaltung (idem III), sogar im Bereich der Wirtschaftspolitik (idem IV) können sich unmittelbar oder mittelbar auf die Agrarbetriebe und die Landwirtschaftspolitik auswirken.

Da die « öffentliche Gesundheit » — im Hinblick darauf werden Tierkrankheiten bekämpft — und die « Landwirtschaft » — in diesem Rahmen wird das wirtschaftliche Wohlergehen der Tierhalter gefördert — nicht an sich durch ausdrückliche Bestimmungen den Gemeinschaften oder Regionen übertragen worden sind, sind sie weiterhin als Residualkompetenz dem nationalen Gesetzgeber vorbehalten, was all diejenigen Aspekte betrifft, die nicht ausdrücklich dem Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften und Regionen zugeordnet wurden.

Indem der nationale Gesetzgeber diese Angelegenheiten regelt, bleibt er also grundsätzlich innerhalb seines Zuständigkeitsbereichs.

Der Feststellung, dass das angefochtene Gesetz hauptsächlich die Bekämpfung oder Verhütung von Haustierkrankheiten bezweckt — zu dieser Feststellung führt sowohl der allgemeine Aufbau des Gesetzes als auch die Unanwendbarkeit mehrerer Bestimmungen desselben auf freilebende Tiere — tut die weite Definition, die in Artikel 1 dem Wort « Tiere » gegeben wird, keinen Abbruch.

8.B.4. Die These des Ministerrats, nach der die Zuständigkeiten der Gemeinschaften, und Regionen in Zielsetzungen ausgedrückt seien, ist unbegründet. Artikel 107quater der Verfassung weist deutlich darauf hin, dass die regionalen Zuständigkeiten grundsätzlich materiengemäss definiert sind. Keine Bestimmung der Verfassung oder des Sondergesetzes beschränkt die Gesamtheit der Zuständigkeiten der Gemeinschaften und Regionen auf die Verfolgung von Zielsetzungen, die durch diejenigen, die der nationalen Obrigkeit eingeräumt werden können, begrenzt sind. Andererseits könnte die These des Ministerrats nicht angewandt werden, weil der Zweck einer Norm an sich nicht gestattet, zu bestimmen, ob dieselbe zum Zuständigkeitsbereich des Normgebers, von dem sie ausgeht, gehört.

#### Artikel 7

8.B.5.1. Artikel 7, § 1, ermächtigt den König, den für die Tiere verantwortlichen Personen und den Tierärzten die Verpflichtung aufzuerlegen, jedes Auftreten bzw. jedes Anzeichen des Auftretens von Tierkrankheiten zu melden, gleich um welches befallene oder verdächtige Tier es sich handelt. Diese Meldungen müssen die nationale Obrigkeit über den Gesundheitszustand des Landes informieren, so dass diese vorkommendenfalls die erforderlichen Massnahmen zur Wahrung der Gesundheit sowohl der Menschen als auch der Haustiere treffen. Indem sie eine solche Verpflichtung auferlegt, trifft die nationale Obrigkeit weder eine Massnahme zur Bekämpfung der Krankheiten freilebender Tiere noch eine Massnahme zur Verhütung dieser Krankheiten.

Artikel 7, § 1 verletzt nicht Artikel 6, § 1, III, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

8.B.5.2. Artikel 7, §§ 2 und 3 ermächtigt den König, dem Verantwortlichen im Hinblick auf die Durchführung des Gesetzes und der von der Veterinärdienststelle getroffenen Entscheidungen die Intervention eines Tierarztes aufzuerlegen. Die Abfassung dieser Bestimmungen und die Definition, die das Gesetz dem Ausdruck « Verantwortlicher » verleiht, deuten darauf hin, dass sie nur für Haustiere und nicht für freilebende Tiere gelten.

Artikel 7, §§ 2 und 3 des Dekrets verletzt nicht die im Klagegrund bezeichnete Bestimmung des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

#### Artikel 8

8.B.6.1. Die Massnahmen, die der König kraft Artikel 8, Absatz 1, 1° bis 3° treffen darf, können auf freilebende Tiere Anwendung finden.

Die Bestimmungen von Artikel 8, Absatz 1, 1° bis 3° verletzen Artikel 6, § 1, III, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, insofern sie auf die freilebenden Tiere Anwendung finden können.

8.B.6.2. Die Massnahmen, die der König kraft der in Artikel 8, Absatz 1, 4° und Absatz 2 erwähnten Ermächtigung treffen darf, sind nicht auf die freilebenden Tiere anwendbar und beziehen sich demzufolge nicht auf den Naturschutz und die Naturerhaltung.

Artikel 8, Absatz 1, 4° und Absatz 2 verletzen nicht die im Klagegrund bezeichnete Bestimmung des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

#### Artikel 9

8.B.7.1. Artikel 9, 1°, bis, 3°, 5° und 6° findet auf die freilebenden Tiere keine Anwendung und bezieht sich also nicht auf den Naturschutz und die Naturerhaltung.

Diese Bestimmungen verletzen nicht Artikel 6, § 1, III, 2°, des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

8.B.7.2. Artikel 9, 4°, ist vernünftigerweise so zu verstehen, dass er der Zuständigkeit der Region in bezug auf die natürliche Umwelt keinen Abbruch tut, und bezieht sich somit nicht auf den Naturschutz und die Naturerhaltung.

Diese Bestimmung verletzt nicht Artikel 6, § 1, III, 2°, Sondergesetzes vom 8. August 1980.

#### Artikel 10 bis 14

8.B.8. Die Artikel 10 bis 14, beziehen sich nicht auf den Schutz und die Erhaltung der Natur. Sie verletzen nicht Artikel 6, § 1, III, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

#### Artikel 15 und 16

8.B.9.1. Artikel 15, 1° betrifft nur die Zuchttiere. Er schränkt keineswegs die regionale Zuständigkeit ein, den Handel mit unter Schutz stehenden Tierarten, das Loslassen von Tieren in der Natur sowie das Einfangen von Tieren zu regeln, und bezieht sich also nicht auf den Schutz und die Erhaltung der Natur.

Artikel 15, 1°, verletzt nicht Artikel 6, § 1, III, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.



8.B.9.2. Artikel 15, 2° bis 4° und Artikel 16 finden keine Anwendung auf die freilebenden Tiere und beziehen sich also nicht auf den Schutz und die Erhaltung der Natur.

Diese Bestimmungen verletzen nicht Artikel 6, § 1, III, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Artikel 17.

8.B.10. Die in Artikel 17 bezeichneten Regeln in bezug auf die Eintragung, Markierung und Identifizierung der Tiere könnten, was die Markierung betrifft, auf die freilebenden Tiere anwendbar gemacht werden.

Artikel 17 verletzt Artikel 6, § 1, III, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, insofern die Bestimmungen bezüglich der Markierung auf die freilebenden Tiere Anwendung finden können.

Zweiter Klagegrund

9.A.1. Der zweite Klagegrund stützt sich auf die Verletzung von Artikel 107quater der Verfassung und Artikel 6, § 1, II, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen,

indem zahlreiche Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes, namentlich die Artikel 8, 3° und 4°, 11, 12, 13 und 14 Massnahmen anordneten oder erwähnten, die die Einsammlung, die Beförderung, die Verarbeitung, die Zurichtung, die Haltung und den Verkauf, die Ein-, Aus- und Durchfuhr, die Bestimmung und die Vernichtung von Stoffen tierischen oder pflanzlichen Ursprungs zum Gegenstand hätten, ohne dass die örtliche Geltung dieser Massnahmen abgegrenzt werde,

während Artikel 6, § 1, II, 2° des Sondergesetzes den Regionen die Zuständigkeit übertragen habe, in deren jeweiligem Gebiet die Einsammlung und die Verarbeitung von Abfällen zu regeln.

9.A.2. Der Ministerrat macht geltend, dass die Regionen hinsichtlich des Umweltschutzes gewiss für die Einsammlung und die Verarbeitung von Abfällen zuständig seien.

Die Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes stünden der Umweltpolitik fremd gegenüber. Sie hätten als Zielsetzungen, wie es der Ministerrat in seiner Widerlegung des ersten Klagegrunds dargelegt hat, die Förderung der öffentlichen Gesundheit und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Tierhalter.

Nach Ansicht des Ministerrats erforderten die Bekämpfung von Tierkrankheiten und das wirtschaftliche Wohlergehen der Tierhalter nötigenfalls die Schlachtung der angesteckten Tiere, sowie die Vernichtung der Kadaver und Karkassen, die für den menschlichen Verbrauch ungeeignet sind, und die Verarbeitung der für den menschlichen Verbrauch ungeeigneten tierischen Erzeugnisse.

Obendrein bemerkt der Ministerrat, die Regelung der Tierschlachtung und der Fleischhandel, unterlägen offenkundig nicht der Zuständigkeit des regionalen Dekretgebers.

9.A.3.1. Der Flämischen Exekutive zufolge gehe aus den vorbereitenden Arbeiten zum Sondergesetz hervor, dass die Regionen – unter Ausschluss des nationalen Gesetzgebers – zuständig seien, die Einsammlung und Verarbeitung von Abfällen zu regeln, wobei diese Begriffe im weitesten Sinne zu verstehen seien, d.h. einschliesslich der Lagerung und die Entsorgung.

Der Begriff « Abfälle » decke namentlich alle Abfälle, ob pflanzlichen oder tierischen Ursprungs, einschliesslich die Tierkadaver, ungeachtet der Frage, ob sie verwertet werden können oder vernichtet werden müssen.

Die Flämische Exekutive beantragt letzten Endes, die im ersten Klagegrund aufgeworfenen Bemerkungen bezüglich impliziten Befugnisse hier als wiedergegeben zu betrachten.

9.A.3.2. Sollte die Zuständigkeitsverteilende Vorschrift so aufgefasst werden, so stünden die Artikel 6, § 2, 8, 1°, 3° und 4°, 9 2°, 10, 11, 12, 13, 14, 15 und 19 des angefochtenen Gesetzes im Widerspruch zu dieser Vorschrift.

9.A.4. Die Wallonische Regionalexekutive behauptet, der Begriff « Abfälle » in Artikel 6, § 1, II, 2° des Sondergesetzes sei im Sinne eines Oberbegriffs zu verstehen, so dass die Regionen grundsätzlich dafür zuständig seien, alle Arten von Abfällen ohne Unterscheidung nach Materie oder Ursprung zu regeln.

Übrigens seien die Worte « Einsammlung und Verarbeitung » nicht im einschränkenden Sinne auszulegen, wie der Hof in seinem Urteil Nr. 44 vom 23. Dezember 1987 erkannt habe.

Besagte Exekutive macht geltend, dass die Zuständigkeit im Bereich der Abfälle unter Berücksichtigung der übrigen der Region übertragenen Zuständigkeiten zu betrachten sei, namentlich unter Berücksichtigung der Zuständigkeiten im Bereich des Umweltschutzes. So müsse die Region in bezug auf die Abfällpolitik die in Artikel 6, § 1, III, 2° der Sondergesetzgebung erwähnte Begrenzung der regionalen Zuständigkeit berücksichtigen. Diese Begrenzung gelte jedoch nicht, wenn der regionale Dekretgeber Massnahmen ergreife, die sich auf die Einsammlung von Abfällen verschiedenartigen Ursprungs bezögen.

Zur Klarstellung behauptet die Antragstellerin, dass die Regionen – im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat geltend macht, zuständig seien, die Abschachtung der Tiere, ob angesteckt oder nicht, sowie die Beförderung und Beseitigung von Kadavern zu regeln.

Die Wallonische Regionalexekutive vertritt schliesslich die Meinung, wie sie schon bei der Erörterung des ersten Klagegrunds dargelegt hat, dass die Argumentation, die der Ministerrat aus den Zielsetzungen des Gesetzes herleite, die Grundlagen der Staatsreform, die darin bestehe, feste Kompetenzeinheiten exklusiv den Gemeinschaften und Regionen zu übertragen, unterminieren würde.

9.B.1. Artikel 6, § 1, II, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 macht die Regionen zuständig für « die Einsammlung und Verarbeitung von Abfällen ».

9.B.2. In Anbetracht der Bestandteile der Streitsache ist in allererster Linie zu bestimmen, ob Tierkadaver Abfälle im Sinne der vorerwähnten Bestimmung des Sondergesetzes sind, und daran zu erinnern, was in dieser Bestimmung die Begriffe « Einsammlung » und « Verarbeitung » bedeuten.

9.B.3.1. Aus den vorbereitenden Arbeiten zum Sondergesetz geht hervor, dass alle Substanzen oder alle Gegenstände, deren sich der Besitzer freiwillig entledigt bzw. kraft der Gesetze und Verordnungen entledigen muss, als Abfälle anzusehen sind. Insbesondere aus dem Kommentar zum rechtlichen Inhalt des Begriffs « Abfälle » in der Begründungsdarlegung zum Entwurf geht hervor, dass dieser Begriff u.a. die Abfälle pflanzlichen und tierischen Ursprungs, grundsätzlich einschliesslich der Tierkadaver, umfasst.

9.B.3.2. Aus den Vorarbeiten, namentlich daraus, dass sich die Begründungsdarlegung zum Sondergesetzentwurf ausdrücklich auf die Definition des Artikels 1 b) der Richtlinie 75/442/EWG vom 15. Juli 1975 über die Abfälle beruft, geht hervor, dass die Begriffe « Einsammlung » und « Verarbeitung » folgende Vorgänge bezwecken :

- die Einsammlung, Sortierung, Beförderung, Behandlung von Abfällen, sowie die Lagerung und Entsorgung der Abfälle auf oder unter der Erde;
- die Verarbeitung im Hinblick auf die Wiederverwertung, die Wiedergewinnung oder das Recycling der Abfälle.

9.B.3.3. Im allgemeinen sind Tierkadaver und Schlachtungsabfälle Abfälle, deren Vernichtung eine Form der Verarbeitung darstellt. Daher fällt die Regelung dieser Vernichtung in die Zuständigkeit der Regionen.

Es soll jedoch darauf hingewiesen werden, dass wenn ein Tier im Hinblick auf den Fleischhandel geschlachtet wird, der Kadaver oder die Karkasse erst durch die Entscheidung der Veterinärbehörde zum Abfall wird, die eventuell infolge von nach der Schlachtung vorgenommenen Analysen getroffen wird und den Kadaver oder die Karkasse endgültig der normalen wirtschaftlichen Bestimmung entzieht.

Artikel 8, Absatz 1, 1<sup>o</sup>.

9.B.4. Die nationale Obrigkeit ist dafür zuständig, Massnahmen zur Bekämpfung von Krankheiten bei Haustieren zu ergreifen. Die durch die angefochtene Bestimmung bezeichneten Massnahmen fallen nicht unter den Begriff « Einsammlung und Verarbeitung der Abfälle ».

Artikel 8, Absatz 1, 1<sup>o</sup> verletzt nicht die im Klagegrund bezeichnete Bestimmung des Sondergesetzes.

Artikel 8, Absatz 1, 3<sup>o</sup>.

9.B.5. Der nationale Gesetzgeber ist dafür zuständig, den König zu ermächtigen, das Abschachten oder Töten eines Haustiers, das von einer Krankheit befallen, infiziert oder infektiös ist, anzuordnen.

Es geht aus den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung hervor, dass die Tötung eines Tieres nur dann vorgenommen wird, wenn vorher feststeht, dass es für den menschlichen Verbrauch ungeeignet ist, während sich die Schlachtung auf Tiere bezieht, deren ärztliche Untersuchung erst nach der Schlachtung vorgenommen wird.

Die Kadaver getöteter Tiere, die bereits vor der Tötung ihrer üblichen wirtschaftlichen Bestimmung entzogen worden sind, stellen Abfälle im Sinne des Sondergesetzes dar. Da die nationale Obrigkeit für das öffentliche Gesundheitswesen zuständig ist, kann sie solche Kadaver Studien und Laboratoriumanalysen unterziehen. Erst nach der Durchführung dieser Analysen oder in Ermangelung der Entscheidung, sie durchzuführen, werden die Kadaver zu Abfällen.

Dementgegen müssen Tiere, deren Schlachtung angeordnet worden ist, normalerweise noch einer tierärztlichen Untersuchung unterworfen werden. Erst nachdem diese Untersuchung gezeigt hat, dass die Kadaver und Karkassen dieser Tiere der normalen wirtschaftlichen Bestimmung entzogen werden müssen, werden sie zu Abfällen im Sinne des Sondergesetzes.

Im Artikel 8, Absatz 1, 3<sup>o</sup> verletzen die Worte « und die Bestimmung der Kadaver oder Karkassen der Tiere oder Teile derselben festlegen » Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980, insofern diese Kadaver und Karkassen zu Abfällen geworden sind.

Artikel 8, Absatz 1, 4<sup>o</sup>.

9.B.6. Der nationale Gesetzgeber verletzt nicht Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes, indem er den König ermächtigt, die Zerstörung der Gebäude, mit den Mitteln und auf die Art und Weise, die Er bezeichnet, vorzuschreiben, wenn dieselben infiziert oder infektiös sind. Der Begriff « Abfälle » bezieht sich lediglich auf bewegliche Sachen.

Derselbe Gesetzgeber darf den König ermächtigen, die Zerstörung von Fahrzeugen, pflanzlichen oder tierischen Erzeugnissen, Rohstoffen für Landwirtschaft und Viehzucht und allen anderen Gegenständen vorzuschreiben, wenn diese infiziert oder infektiös sind. Die die Vernichtung anordnende Entscheidung führt dazu, dass diese Fahrzeuge, Erzeugnisse, Rohstoffe und Gegenstände zu Abfällen werden, deren sich der Besitzer entledigen muss. Daher obliegt es nicht der nationalen Obrigkeit, die Mittel und die Art und Weise der Zerstörung festzulegen.

Artikel 8, Absatz 1, 4<sup>o</sup> verletzt Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980, insofern die Worte « mit den Mitteln und auf die Art und Weise, die Er bezeichnet » andere Gegenstände als unbewegliche Sachen anwendbar sind.

Artikel 8, Absatz 2.

9.B.7. Der zweite Absatz von Artikel 8, der sich auf die eventuelle Entschädigung im Falle der Anordnung der Schlachtung, des Abbruchs oder der Zerstörung bezieht, verletzt nicht die im Klagegrund bezeichnete Zuständigkeitsvorschrift.

Artikel 9, 2<sup>o</sup>.

9.B.8. Diese Bestimmung, die sich auf Massnahmen zur Verhütung von Krankheiten bezieht, verletzt nicht Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Artikel 10

9.B.9. Die Zuständigkeit der Region in bezug auf Abfälle umfasst die Zuständigkeit, der Aufsicht über die Mülldeponien zu regeln.

Artikel 10 verletzt Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Artikel 11

9.B.10.1 Das Vergraben von Tierkadavern ist eine Massnahme der Abfälleverarbeitung, die allein die Region regeln darf.

Artikel 11, Absatz 1, verletzt Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

9.B.10.1. Es obliegt den Regionen, die Bedingungen für die den Tieren vorbehaltenen Vergrabungsplätze und Krematorien zu regeln. Die Ausübung dieser Zuständigkeit darf jedoch die anderen, im Sondergesetz vom 8. August 1980 festgesetzten Zuständigkeitszuweisungen nicht beeinträchtigen, namentlich was den Vorbehalt betrifft, den der Sondergesetzgeber bezüglich des Artikels 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, formuliert hat. Der nationale Gesetzgeber ist dafür zuständig, die allgemeinen und sektoriellen Normen auf dem Gebiet des Umweltschutzes angesichts der in Artikel 11 erwähnten Einrichtungen festzusetzen.

Artikel 11, Absatz 2, verletzt Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980, ausser insofern er den König ermächtigt, die allgemeinen und sektoriellen Normen auf dem Gebiet des Umweltschutzes festzusetzen.

Artikel 12.

9.B.11. Artikel 12 legt die Bedingungen fest, welche die für die Ernährung der Tiere bestimmten Erzeugnisse erfüllen müssen. Da diese Erzeugnisse zu diesem Zweck verwendet werden dürfen, sind sie nicht als Abfälle im Sinne des Sondergesetzes anzusehen.

Artikel 12 verletzt nicht Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Artikel 13

9.B.12. Artikel 13 bezieht sich nicht auf die Abfälle, da die von ihm geregelten, zu behandelnden Stoffe im Gegensatz zu den zu vernichtenden Stoffen in Artikel 17 definiert werden.

Artikel 13 verletzt nicht Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

## Artikel 14

9.B.13. Artikel 14 regelt die « zu vernichtenden Stoffe »; dieser Begriff bezieht sich gemäss Artikel 1 auf Abfälle tierischen Ursprungs. Was die zu vernichtenden Stoffe betrifft, ist die Region für das Einsammeln, die Sortierung, die Beförderung, die Behandlung, die Lagerung, die Entsorgung, die Verarbeitung, Verarbeitung, die Wiederverwertung und die Wiedergewinnung zuständig. Die nationale Obrigkeit ist zuständig für die Ein-, Aus- und Durchfuhr dieser Stoffe.

Artikel 14 verletzt Artikel 6, § 1, II, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, ausser insofern er die Ein-, Aus- und Durchfuhr der zu vernichtenden Stoffe regelt.

## Artikel 15.

9.B.14. Artikel 15 erlaubt dem König, bezüglich verschiedener Güter sanitäre Massnahmen zu treffen. Sie haben nichts mit dem Einsammeln und der Verarbeitung der Abfälle gemeinsam.

Artikel 15 verletzt nicht Artikel 6, § 1, II, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

## Dritter Klagegrund

10.A.1. Die Wallonische Regionalexekutive führt einen dritten Klagegrund an, den sie folgendermassen formuliert :

« Verletzung von Artikel 107quater der Verfassung und den Artikeln 6, § 1, I, 1°, 3° und 5°, 6, § 1, II, 3°, 6, § 1, III, 1° und 3° und 6, § 1, IV.

Artikel 6, § 1, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zitiert unter den in Artikel 107quater der Verfassung bezeichneten Angelegenheiten :

« I. Bezüglich der Raumordnung;

1° Städtebau und Raumordnung;

2° (...);

3° Erwerb, Gestaltung, Einrichtung von Geländen für Industrie-, Gewerbe- und Dienstleistungszwecke (...);

4° (...);

5° Erneuerung nicht mehr ausgenutzter Wirtschaftsgebiete;

6° (...).

II. Bezüglich der Umwelt :

1° (...);

2° (...);

3° die Aufsicht über gefährliche, ungesunde und störende Einrichtungen (...).

III. Bezüglich der Landerneuerung und Naturerhaltung :

1° Flurbereinigung und Landerneuerung;

2° (...);

3° Grünflächen, Grünanlagen und Grünzonen.

IV. Bezüglich des Wohnbaus :

(...) Aufsicht über Wohnungen, welche die öffentliche Sauberkeit und Gesundheit gefährden.

Verschiedene in diesen Bestimmungen des Sondergesetzes bezeichnete Aspekte der Umweltpolitik sind ausdrücklich den Regionen übertragen worden.

Das angefochtene Gesetz verletzt diese Bestimmungen namentlich dadurch, dass es den König dazu ermächtigt :

— den Abbruch bzw. die Vernichtung von Gebäuden oder sonstigen Gütern, welche infiziert oder infekionsfähig sind, anzuordnen (Artikel 8, 4°);

— die Bestimmung von Kadavern bzw. Karkassen von Tieren festzulegen (Artikel 8, 3°);

— den Tierbesitzern und -haltern bestimmte Verpflichtungen aufzulegen (Artikel 7 und 9, 2°);

— den Zugang von Haustieren zu Mülldeponien zu verbieten (Artikel 10);

— den Verkehr von Personen und Gütern in einem bestimmten Gebiet zu untersagen bzw. zu regeln (Artikel 9, 4°);

— die Isolierung infizierter oder infekionsfähiger Tiere anzuordnen (Artikel 9, 1°) ».

10.A.2.1. Der Ministerrat ist der Ansicht, dieser Klagegrund sei wegen mangelnder Präzision unzulässig.

Der Ministerrat macht der Klägerin den Vorwurf, einerseits eine gewisse Anzahl von Bestimmungen des Sondergesetzes und andererseits eine gewisse Anzahl von Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes aufgezählt zu haben, ohne näher anzugeben, wodurch jede einzelne Bestimmung des angefochtenen Gesetzes eine der Zuständigkeitsverteilenden Vorschriften des Sondergesetzes verletze.

Aus diesem Grunde könne dieser Klagegrund nicht zugelassen werden.

10.A.2.2. Subsidiär sei der Klagegrund unbegründet, weil die verschiedenen, im Klagegrund bezeichneten Bestimmungen des Gesetzes, alle an der Verfolgung der gestellten Zielsetzungen, die ausschliesslich in die Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers fielen, mitwirkten.

10.A.3. Die Flämische Exekutive ist der Ansicht, der nationale Gesetzgeber habe sich mit dem angefochtenen Gesetz die Zuständigkeiten der im Klagegrund angeführten Bestimmungen des Sondergesetzes angeeignet, und zwar hauptsächlich auf dem Gebiet der Aufsicht über gefährliche, ungesunde und störende Einrichtungen sowie auf dem Gebiet der Aufsicht über Wohnungen, welche die öffentliche Sauberkeit und Gesundheit gefährden.

Der Flämischen Exekutive zufolge seien diese regionalen Zuständigkeiten durch die Artikel 6, § 2, 7, 8, Absatz 1, 1°, 3° und 4°, 9 1° und 2°, 10, 11, 12 bis 16 und 20 bis 31 des angefochtenen Gesetzes verletzt worden.

Was die Argumentierung des Ministerrates über die Zielsetzungen des Gesetzes angeht, verweist die Flämische Exekutive auf die Erörterung des ersten Klagegrunds bezüglich der impliziten Befugnisse und des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes.

10.A.4.1. In ihren Anträgen verwirft die Wallonische Regionalexekutive die vom Ministerrat erhobene Unzulässigkeitsrede.

Sie ist der Ansicht, dass der Klagegrund in der Klageschrift mit hinreichender Genauigkeit formuliert worden sei, da die Bestimmungen der Verfassung und des Sondergesetzes erwähnt würden, auf denen der Klagegrund beruhe, und eine Liste der Bestimmungen des Gesetzes enthalte, deren Nichtigkeitserklärung der Klagegrund, sollte er für begründet erklärt werden, mit sich bringen würde.

10.A.4.2. In der Hauptsache macht die Wallonische Regionalexekutive geltend, dass eine jede der Bestimmungen des Sondergesetzes, von denen im Klagegrund die Rede ist, verschiedene Aspekte des Begriffs « Umwelt » enthalte, die bei der Erörterung der ersten zwei Klagegründe noch nicht angetroffen worden seien. Die diesbezüglichen Aspekte der Umwelt seien durch verschiedene Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes geregelt.

Die Exekutive vertritt die Auffassung, es obliege den regionalen Dekretgebern, jeder für das, was ihn betrifft, den Abbruch und die Zerstörung von Immobilien mit den Mitteln, die sie bezeichnet, zu regeln. Sie fänden diese Zuständigkeit in der ihnen übertragenen Angelegenheit « Städtebau und Raumordnung ». Darüber hinaus sei diese Zuständigkeit durch andere, den Regionen übertragene Kompetenzeinheiten bekräftigt worden, etwa die Erneuerung nicht mehr ausgenutzter Wirtschaftsgebiete, die Aufsicht über gefährliche, ungesunde und störende Einrichtungen, sowie die Aufsicht über Wohnungen, welche die öffentliche Sauberkeit und Gesundheit gefährden.

Die Wallonische Regionalexekutive macht fernerhin geltend, dass die im dritten Klagegrund erwähnten Kompetenzeinheiten die Zuständigkeit der Region, die Bestimmung tierischer und pflanzlicher Abfälle zu regeln, bestätige.

Durch diese Kompetenzeinheiten hätten die Regionen auch die Zuständigkeit bekommen, den Verkehr von Tieren und Personen in den Zonen oder Gebieten, die sie zu schützen wünschen, sowie die Bedingungen, unter denen Tiere gehalten werden dürfen, zu regeln.

Schliesslich behauptet die Wallonische Regionalexekutive, sich der Argumentation des Ministerrats aus den bei der Untersuchung des ersten Klagegrunds geltend gemachten Gründen nicht anschliessen zu können.

#### Bezüglich der Zulässigkeit des Klagegrunds

10.B.1. Klagegründe sind nur dann zulässig, wenn sie angeben bzw. erkennen lassen, welche Zuständigkeitsvorschrift verletzt sein soll, welche Bestimmungen diese Vorschrift verletzen sollen und in welcher Hinsicht dieselbe Vorschrift durch besagte Bestimmungen verletzt sein sollen.

10.B.2. Im vorliegenden Fall lässt der Klagegrund den Hof nicht erkennen, in welcher Hinsicht den Parteien zufolge die verschiedenen darin bezeichneten Bestimmungen des Sondergesetzes durch die angegebenen Artikel verletzt worden wären, ausser angesichts der Verletzung der regionalen Zuständigkeit auf dem Gebiet der Raumordnung und des Städtebaus durch Artikel 8, Absatz 1, 4<sup>o</sup> des Gesetzes, insofern diese Bestimmung den König dazu ermächtigt, den Abbruch von Gebäuden, mit den Mitteln und auf die Art und Weise, die Er bezeichnet, anzuordnen, wenn diese infiziert oder infektiösfähig sind.

Der Klagegrund ist insofern zulässig, als er sich auf die Verletzung von Artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes durch Artikel 8, Absatz 1, 4<sup>o</sup> des Gesetzes vom 24. März 1987 stützt, soweit dieser Artikel den König dazu ermächtigt, den Abbruch von Gebäuden, mit den Mitteln und auf die Art und Weise, die Er bezeichnet, anzuordnen, wenn diese infiziert oder infektiösfähig sind.

Der Klagegrund ist insofern zulässig, als er sich auf die Verletzung von Artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes durch Artikel 8, Absatz 1, 4<sup>o</sup> des Gesetzes vom 24. März 1987 stützt, soweit dieser Artikel den König dazu ermächtigt, den Abbruch von Gebäuden, mit den Mitteln und auf die Art und Weise, die Er bezeichnet, anzuordnen, wenn diese infiziert oder infektiösfähig sind.

#### Bezüglich der Sache selbst

10.B.3. Der Abbruch eines Gebäudes gehört prinzipiell zum Bereich des Städtebaus und der Raumordnung und stellt somit eine regionale Angelegenheit dar.

Der nationale Gesetzgeber darf den König ermächtigen, die Reinigung und Desinfizierung der infizierter oder infektiösfähiger Gebäude anzuordnen, wie in Artikel 9, 2<sup>o</sup>, des angefochtenen Gesetzes vorgesehen. Was den Abbruch eines Gebäudes betrifft, ist es allerdings wichtig, die richtige Tragweite der dem König erteilten Ermächtigung zu bestimmen. Wenn sie so ausgelegt würde, dass sie den König davon entbinden würde, die durch die regionale Regelung auferlegten Verpflichtungen zu berücksichtigen, die für den Eigentümer zwingend sind, so würde sie Artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes verletzen. Es besteht aber gar kein Anlass dazu, der besagten Ermächtigung eine solche Tragweite zu geben. Der nationale Gesetzgeber dispensiert den König nicht von der Einhaltung der regionalen Regelung.

So ausgelegt, verletzt die untersuchte Bestimmung nicht den im Klagegrund bezeichneten Artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

#### Vierter Klagegrund

11.A.1. Der vierte Klagegrund stützt sich auf die Verletzung von Artikel 107quater der Verfassung und Artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980,

indem gewisse Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes, namentlich Artikel 8, Absatz 1, 1<sup>o</sup> und 2<sup>o</sup>, Massnahmen anordneten oder erwähnten, die den Umweltschutz zum Gegenstand hätten,

während Artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes den Regionen die Zuständigkeit übertragen habe, in ihrem jeweiligen Gebiet den Umweltschutz zu regeln, unter dem alleinigen Vorbehalt der gesetzlichen, allgemeinen und sektoralen Normen.

Die Klägerin behauptet, dass der Begriff « Umweltschutz » alle nicht durch andere Bestimmungen des Sondergesetzes geregelten Aspekte der Umweltpolitik umfasse.

11.A.2. Der Ministerrat weist unter Bezugnahme auf die bereits früher formulierten Bemerkungen darauf hin, dass die Massnahmen, die der König auf Grund des Artikels 8, Absatz 1, 1<sup>o</sup> und 2<sup>o</sup> des angefochtenen Gesetzes treffen dürfe, in der Verfolgung der durch das Gesetz gestellten Zielsetzungen mitwirke.

Diese Massnahmen betreffen keineswegs den Umweltschutz als solchen.

Subsidiär macht der Ministerrat geltend, dass die Bestimmungen von Artikel 8, Absatz 1, 1<sup>o</sup> und 2<sup>o</sup> des angefochtenen Gesetzes die gesetzlichen, allgemeinen und sektoralen Normen darstellten, die der nationale Gesetzgeber zu erlassen berechtigt sei und der Dekretgeber zu beachten habe.

11.A.3. In ihrem Schriftsatz vertritt die Flämische Exekutive dieselbe Ansicht, was Inhalt und Tragweite der den Regionen übertragenen Angelegenheit des Umweltschutzes betrifft.

Der Klagegrund habe somit einen rein subsidiären Charakter. Sollten die Artikel des angefochtenen Gesetzes nicht wegen Verletzung der in den ersten drei Klagegründen bezeichneten Bestimmungen des Sondergesetzes für nichtig erklärt werden, so müssten diese Artikel auf jeden Fall wegen Missachtung von Artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes für nichtig erklärt werden.

Die Flämische Exekutive verwirft schliesslich aus den vorher angegebenen Gründen die Argumentation des Ministerrats, die auf den Zielsetzungen des Gesetzes fußt.

11.A.4. In ihren Anträgen macht die Wallonische Regionalexekutive geltend, dass die gesetzlichen, allgemeinen und sektorialen Normen, die im Rahmen der Umweltpolitik die alleinigen Ausnahmen von der Zuständigkeit der Regionen bildeten, technische Normen seien, wie der Hof in seinem Urteil Nr. 47 vom 25. Februar 1988 erkannt habe.

Die Bestimmungen von Artikel 8 könnten nicht als solche Normen angesehen werden, so dass die vom Ministerrat subsidiär vorgebrachte Argumentation verworfen werden müsse.

Die Wallonische Regionalexekutive bittet schliesslich den Hof, im Rahmen dieses Klagegrunds die bereits früher vorgebrachten Bemerkungen bezüglich des Hauptarguments des Ministerrats als hier wiedergegeben anzusehen.

11.B.1. Artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt :

« Die in Artikel 107quater der Verfassung bezeichneten Angelegenheiten sind :

...

II. Bezüglich der Umwelt :

1<sup>o</sup> Umweltschutz unter Einhaltung der gesetzlichen, allgemeinen und sektorialen Normen; »

Sowohl die Begründungsdarlegung zum Entwurf des Sondergesetzes als auch die späteren Vorbereitungsarbeiten lassen erscheinen, dass der in Artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup> verwendete Ausdruck « Umweltschutz » namentlich im Sinne der Bekämpfung von Luft- und Wasserverschmutzung sowie von Lärmbelästigung zu verstehen ist.

Die Bekämpfung dieser Verunreinigung stellt lediglich einen Teil der zum Begriff « Umwelt » gehörenden Angelegenheiten dar; die übrigen Bestandteile sind unter anderen Punkten des Artikels 6 geregelt.

11.B.2. Spezifischen Massnahmen zur Verhütung und Bekämpfung von Krankheiten, sowohl bei Menschen als auch bei Tieren, gehören nicht zum Umweltschutz.

Artikel 8, Absatz 1, 1<sup>o</sup> und 2<sup>o</sup> verletzt nicht Artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Fünfter Klagegrund

12.A.1.1. Der fünfte Klagegrund stützt sich auf die Verletzung von Artikel 107quater der Verfassung und Artikel 9 des Sondergesetzes,

indem Artikel 32, § 2 des angefochtenen Gesetzes einen « Tiergesundheits- und -produktionsfonds » gründe, dessen Organisation, Zusammensetzung und Arbeitsweise vom König bestimmt werde und der im Rahmen der durch das Gesetz bezeichneten Angelegenheiten mit bestimmten Aufgaben beauftragt werde,

während die im Klagegrund bezeichnete Bestimmung den Regionen die Zuständigkeit übertragen habe, durch Dekret die Gründung und Organisation von Einrichtungen und Unternehmen im Rahmen der ihnen durch das Sondergesetz zugewiesenen Zuständigkeiten zu regeln.

12.A.1.2. In ihren Anträgen präzisiert die Klägerin, dass aus den ersten vier Klagegründen hervorgehe, dass das angefochtene Gesetz unter Missachtung der zuständigkeitsverteilenden Vorschriften Angelegenheiten regle, die in die Zuständigkeit der Regionen fielen. In diesem Masse, so die Wallonische Regionalexekutive, sei allein der regionale Gesetzgeber berechtigt, eine gemeinnützige Anstalt, die diese Angelegenheiten zum Gegenstand hat, zu gründen.

12.A.2. In ihrem Schriftsatz vertritt die Flämische Exekutive die Ansicht, dass der Klagegrund aus den von der Wallonischen Regionalexekutive dargelegten Gründen berechtigt sei.

12.A.3. Der Ministerrat behauptet, der « Tiergesundheits- und -produktionsfonds » sei ein haushaltsmässiger Fonds, der im Rahmen der Zuständigkeiten des nationalen Gesetzgebers geschaffen worden sei.

12.B. Das Gesetz darf im Rahmen der Zuständigkeit des Staates Anstalten des öffentlichen Rechts und Betriebe gründen. Es darf auch haushaltsmässige Fonds ins Leben rufen.

Der strittige Artikel schafft einen Fonds « der den Zweck verfolgt, in der Finanzierung der Entschädigungen, Subventionen und anderen Leistungen hinsichtlich der Bekämpfung von Tierkrankheiten und der Verbesserung der Hygiene, Gesundheit und Qualität der Tiere und Tierprodukte zu intervenieren ».

Aus der Untersuchung der vorhergehenden Klagegründe ergibt sich, dass dieser Auftrag innerhalb des Zuständigkeitsbereichs des nationalen Gesetzgebers liegt.

Der Klagegrund ist unbegründet.

Bezüglich der örtlichen Tragweite der Nichtigerklärung

13.B. Da zum Zeitpunkt der Verabschiedung der angefochtenen Bestimmungen die nationale Obrigkeit auf dem Gebiet der regionalen Politik im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt allein zuständig ist, ist es angebracht, die Nichtigerklärung auf die Wallonische und Flämische Region zu beschränken.

Bezüglich der Auswirkungen der Nichtigerklärung

14.B. Im Interesse der Rechtssicherheit ist im Wege der Allgemeinverfügung die Rückwirkung der Nichtigerklärung des Artikels 14 aufzuheben, sowohl was die Anerkennung der Betriebe als die in § 3 des besagten Artikels 14 festgesetzten Tarife und Entschädigungen betrifft, und zwar in Anwendung von Artikel 124 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof und Artikel 6, Absatz 2, des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

1. Erklärt für die Wallonische und die Flämische Region :

1<sup>o</sup> Artikel 8, Absatz 1, 1<sup>o</sup> bis 3<sup>o</sup> des Tiergesundheitsgesetzes vom 24. März 1987, insofern es auf die freilebenden Tiere Anwendung findet;

2<sup>o</sup> in Artikel 8, Absatz 1, 3<sup>o</sup>, des vorerwähnten Gesetzes, den Passus « und die Bestimmung der Kadaver oder Karkassen der Tiere oder Teile derselben », insofern diese Kadaver und Karkassen zu Abfällen geworden sind;

3<sup>o</sup> in Artikel 8, Absatz 1, 4<sup>o</sup> des vorerwähnten Gesetzes, den Passus « mit den Mitteln und auf die Art und Weise, die Er bezeichnet », insofern er auf andere Güter als unbewegliche Sachen Anwendung findet;

4<sup>o</sup> Artikel 10 des vorerwähnten Gesetzes;

5<sup>o</sup> Artikel 11, Absatz 1 des vorerwähnten Gesetzes;

6<sup>o</sup> Artikel 11, Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzes, ausser insofern er den König ermächtigt, die allgemeinen und sektorialen Normen in bezug auf die Umwelt festzulegen;

7<sup>o</sup> Artikel 14 des vorerwähnten Gesetzes, ausser insofern er die Ein-, Aus und Durchfuhr der zu vernichtende Stoffe regelt;

8<sup>o</sup> Artikel 17 des vorerwähnten Gesetzes, insofern er auf die freilebenden Tiere Anwendung findet; für nichtig.

2. Weist die Klage im übrigen zurück.

3. Erhält bis spätestens 31. Dezember 1989 die Auswirkungen des für nichtig erklärten Artikels 14 angesichts aller vor dem Tag der Veröffentlichung dieses Urteils auf Grund besagten Artikels erteilten Genehmigungen und festgesetzten Tarife und Entschädigungen aufrecht.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 124 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof und Artikel 55 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes, in der öffentlichen Sitzung vom 31. Januari 1989.

Der Kanzler,  
H. VAN DER ZWALMEN

Der Vorsitzende,  
E. GUTT

F. 89 — 453

### Arrêt

Numéro du rôle : 76

Arrêt n<sup>o</sup> 2/89 du 2 février 1989.

*En cause* : Le recours en annulation de l'article 4, 2<sup>o</sup>, de la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et, pour autant que de besoin, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 473 du 28 octobre 1986, introduit par l'Exécutif régional wallon.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents J. Delva et E. Gutt,  
et des juges J. Sarot, I. Pétry, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens,  
M. Melchior et H. Boel,  
assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,  
sous la présidence du président E. Gutt,  
après en avoir délibéré, prononce l'arrêt suivant :

#### I. Objet

Par requête du 31 mars 1988 transmise à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 1<sup>er</sup> avril 1988, l'Exécutif régional wallon demande l'annulation de l'article 4, 2<sup>o</sup>, de la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et, pour autant que de besoin, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 473 du 28 octobre 1986 modifiant, en ce qui concerne le Troisième circuit de travail, l'arrêté royal n<sup>o</sup> 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, confirmé par l'article 4, 2<sup>o</sup>, de la loi du 30 mars 1987 précitée.

#### II. Procédure

Par ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1988, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1<sup>er</sup>, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi précitée a été publié au *Moniteur belge* du 28 avril 1988.

En application des articles 59 et 113 de la loi susdite, les notifications du recours ont été faites par lettres recommandées à la poste le 28 avril 1988 et remises aux destinataires les 29 avril 1988 et 2 mai 1988.

Le Conseil des Ministres a introduit un mémoire le 30 mai 1988.

Ce mémoire a été notifié en exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1987) aux personnes et autorités mentionnées à l'article 69 de la loi du 28 juin 1983 par lettres recommandées à la poste le 7 juin 1988 et remises aux destinataires le 8 juin 1988.

L'Exécutif régional wallon a transmis des conclusions par lettre recommandée à la poste le 18 juillet 1988 et reçue au greffe le 19 juillet 1988.

Ces conclusions ont été notifiées conformément à l'article 3, d, de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 par lettres recommandées à la poste le 26 juillet 1988 et remises aux destinataires les 27 et 28 juillet 1988.

Par ordonnance du 15 septembre 1988, la Cour a prorogé jusqu'au 31 mars 1989 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 11 octobre 1988, le président E. Gutt a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 3 novembre 1988.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 12 octobre 1988 et remises aux destinataires les 13 et 14 octobre 1988.

A l'audience du 3 novembre 1988 :

— ont comparu :

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, rue de Fer 42, 5000 Namur;

Me M. Mahieu, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

— les juges D. André et L.P. Suetens ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.